

Le Monde

étranger

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

L'ex-avocat Horst Mahler, l'un des fondateurs de la Fraction armée rouge, est transféré dans une prison sans barreaux

De notre correspondant

Bonn. — L'un des membres fondateurs de la Fraction armée rouge, l'ancien avocat Horst Mahler, condamné en 1972 à quatre ans de prison, voit s'ouvrir devant lui le chemin de la liberté.

Transféré ces jours-ci dans une prison sans barreaux de Berlin, il pourra dès l'automne passer ses jours hors de l'établissement pénitentiaire pour se préparer à une nouvelle carrière et à une nouvelle vie dans une maison d'édition « gauchiste ». En même temps, il sera libre de passer les fins de semaine en famille ou avec des amis. Enfin, dans le courant de 1980, il aura effectué les deux tiers de sa peine et pourra donc compter sur une libération anticipée.

Horst Mahler est un représentant typique de la génération d'après guerre des révolutionnaires ouest-allemands, qui sont presque tous d'origine bourgeoise. Durant les années 60, c'était un avocat très prospère. Membre du SPD, ses positions marxistes lui valurent bientôt d'être exclu du parti. Après quelques péripéties, il se consacra à la rédaction d'un livre de critique sociale, « Contre le peuple », et ne servait pas sa cause.

L'ancien avocat doit beaucoup à M. Gerhard-Meyer Meier (libéral-F.D.P.) qui fut le sénateur berlinois responsable pour le département de la justice. Contre l'avis de l'opposition chrétienne démocrate et du bourgeois social-démocrate de Berlin, le sénateur avait, dès l'an dernier, accordé à M. Mahler plusieurs permissions grâce auxquelles il lui fut possible de reprendre un certain contact avec la vie des citoyens en liberté. A ce moment-là, même les collègues libéraux du sénateur craignaient les répercussions électorales qu'entraînerait une attitude trop compréhensive à l'égard d'un homme qui occupait une place de premier plan sur la scène terroriste.

Cela d'ailleurs a été rejeté par les électeurs. Le F.D.P. berlinois a gagné des voix lors de la consultation populaire au printemps. L'action du sénateur libéral n'est probablement pas la seule cause de ce succès. Elle montre, néanmoins, que dans le domaine politique le courage et la générosité ne conduisent pas nécessairement au désastre électoral.

JEAN WEIZ.

DIPLOMATIE

ELIZABETH II EST ARRIVÉE A LUSAKA

La reine d'Angleterre est arrivée vendredi 27 juillet en Zambie, quatrième et dernière étape de sa tournée africaine.

Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises à Lusaka en raison de la proximité de la frontière rhodésienne et de la présence, aux environs de la capitale, de camps de partisans de M. Ndlovu, coprésident du Front patriotique. Ce dernier a refusé d'assister à la cérémonie d'accueil d'Elizabeth II, à laquelle il avait été convié.

A l'aéroport, des manifestants ont brandi des placards demandant à Londres de ne pas reconnaître le régime de Salisbury. La reine doit séjourner huit jours en Zambie et y présider l'ouverture le 1^{er} août de la conférence du Commonwealth. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

M. MAURICE COURAGE EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE A NOUAKCHOTT

Le Journal officiel du dimanche 29 juillet publie la nomination de M. Maurice Courage comme ambassadeur à Nouakchott (Mauritanie), en remplacement de M. Michel Remouille.

M. en 1926, M. Maurice Courage a d'abord servi outre-mer, puis au ministère des finances avant d'être nommé, en 1964, dans le corps des conseillers des affaires étrangères. Il a été notamment en poste à Nouakchott (1968) à l'administration centrale, direction de l'Afrique du Nord (1969), à Bangkok (1969), à Bamako (1970), à Damas (1971). Chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Courage, puis M. Barre (1971-1977), il fut ambassadeur à Aden depuis novembre 1977.

GRANDE-BRETAGNE

PENDANT LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le style énergique de Mme Thatcher a inquiété certains députés conservateurs

De notre correspondant

Londres. — Les députés britanniques ont été surpris en voyant le premier ministre Margaret Thatcher, le 22 octobre, à l'issue des sessions les plus chargées de leur histoire.

Ils n'ont certes adopté définitivement que deux textes : d'abord, la loi de finances qui entérine le budget de Sir Geoffrey Howe, le chancelier de l'Echiquier, fondé sur un allègement des impôts directs au détriment de la taxation indirecte, une réduction massive des dépenses publiques, et un relèvement du taux de l'escompte à 14 %, qui a entraîné une montée en flèche de la livre. Puis la loi sur l'éducation qui, dans la plus pure tradition tory, libère les municipalités de l'obligation d'aligner l'enseignement des écoles privées sur celui des établissements publics.

Les parlementaires ont également pris connaissance d'un nombre important de projets qu'ils devront examiner en détail à la rentrée. Sir Keith Joseph a exposé devant eux les grandes lignes de sa stratégie industrielle : effacement de l'Etat ; injection de capitaux privés dans toutes les compagnies nationales ; démantèlement des profits et réorganisation draconienne de celles qui sont en déficit. Ils ont également été informés des coupes envisagées dans les budgets de l'éducation, de la santé et de l'environnement, ainsi que du plan de réforme des pratiques syndicales.

Cette avalanche de déclarations d'intentions a semblé abattre les travaillistes agités par des querelles internes, mais aussi mécontenter certains députés tories, qui sentaient soulevés les problèmes de leur électorat face à la baisse de qualité des services publics qu'entraînerait déjà les économies de l'Etat. De plus, le budget n'a provoqué jusqu'à maintenant qu'une hausse générale des prix par le passage de la T.V.A. à 15 %. Les réductions d'impôts promises ne viendront pas avant l'automne.

(Interim.)

L'aile gauche travailliste s'oppose au cabinet fantôme

De notre correspondant

Londres. — Le désaccord règne au sein du parti travailliste britannique, d'ailleurs par un pouvoir affirmé, entre le comité exécutif national (NEC), représentant la gauche du mouvement, et le groupe parlementaire, traditionnellement dominé par les tories. Le NEC vient de décider de priver pratiquement de tous pouvoirs le cabinet fantôme et le chef du parti, M. James Callaghan : à une faible majorité, il s'est arrogé le contrôle des 165 000 livres allouées annuellement par le gouvernement au parti travailliste, et surtout la responsabilité unique des futures manifestations électorales, qu'il a maintenant élaborées, à force de compromis, entre les deux instances dirigeantes du Labour.

Le congrès annuel, qui commença à Brighton le 1^{er} octobre, devra trancher. D'ici là, M. James Callaghan tentera de s'allier aux dirigeants syndicalistes et des droits privés la voix pour tenter de mettre en échec le défi du NEC. Ce dernier, malgré une contre-attaque de cent députés modérés résolus à vaincre cette tentative antidémocratique de la réduire en automate, a déjà indiqué qu'il ne céderait pas.

Elus, pour les deux tiers, par les syndicats et les sections travaillistes locales, les vingt-huit membres du comité exécutif national sont dominés par les vedettes de l'aile gauche anti-européenne. Parmi eux, M. Tony Benn, ancien ministre de l'énergie, qui a refusé de concourir pour le cabinet fantôme par un groupe parlementaire afin de mener, de l'extérieur, son offensive pour la conquête du parti.

La capacité exécutif reproche à M. James Callaghan d'être responsable de l'échec électoral de mai dernier comme de l'agitation sociale qui a précédé durant tout l'hiver. Ce politique et social-démocrate est jugé éloigné des aspirations populaires. Du côté modéré, en revanche, on estime qu'une prise de contrôle par l'aile gauche ruinerait pour longtemps les chances de retour au pouvoir du Labour.

(Interim.)

UNION SOVIÉTIQUE

Les consignes données aux citoyens soviétiques à l'étranger

Attention, l'ennemi vous guette !

De notre correspondant

Moscou. — Il n'est pas facile à un citoyen soviétique de se rendre en voyage privé dans un pays capitaliste. Les autorisations ne sont délivrées que dans des cas très exceptionnels, et la libre circulation des hommes (des idées aussi d'ailleurs) reste en U.R.S.S. une liberté très formelle. Il ne suffit pas cependant au candidat au voyage de remplir de nombreuses formalités et d'attendre le verdict des autorités compétentes. En cas de réponse positive, il lui faut encore lire ou écouter attentivement « les règles fondamentales de comportement des citoyens soviétiques se rendant temporairement dans des pays capitalistes ou en voie de développement ».

Cette circulaire dont l'origine remonte peut-être à la période stalinienne, mais qui est toujours en vigueur, montre que, au-delà des beaux discours sur l'esprit d'« Helsinki » et l'amitié entre les peuples, les dirigeants soviétiques considèrent toujours leur pays comme une forteresse assiégée. Comme aux plus beaux jours de la guerre froide, le citoyen soviétique à l'étranger doit être pleinement conscient de l'hostilité de l'environnement dans lequel il est brusquement plongé.

La circulaire contient quelques renseignements anodins sur les formalités à remplir, l'attitude à adopter en cas de difficultés, etc. Mais son maître-mot est la « vigilance politique ». Les citoyens soviétiques doivent être conscients de la « vigilance politique ». Les citoyens soviétiques doivent être conscients de la « vigilance politique ». Les citoyens soviétiques doivent être conscients de la « vigilance politique ».

Puis les recommandations : « Tous les cas d'attaques ou d'offenses dirigées contre l'Union soviétique ou les institutions soviétiques, où qu'elles soient perpétrées (dans la rue, dans un magasin, au théâtre, au cinéma) doivent être rapportés à l'ambassade. Si ces attaques ou offenses sont adressées directement à un citoyen soviétique, il doit, en évitant tout emportement, riposter comme il convient et, le cas échéant, élever une protestation et informer l'ambassade (...). Les citoyens de l'U.R.S.S. sont tenus d'obéir aux ordres et instructions de leur ambassadeur. Toute infraction à ces règles commises à l'étranger sera considérée comme une violation des devoirs sociaux et de la discipline d'Etat ».

En procédant à vos achats (dans les pays étrangers), vous ne devez pas perdre le sens de la mesure et celui de la dignité personnelle. Vous devez vous rappeler que c'est après votre comportement que seront jugés les citoyens d'U.R.S.S. Et, pour le cas où l'appel au sentiment moral se révélerait insuffisant, la circulaire ajoute : « Il n'est pas permis de revendre en U.R.S.S. des marchandises importées ».

Enfin, pour que ces règles ne tombent pas entre les mains d'ennemis qui pourraient s'en inspirer pour les contourner, la circulaire conclut : « Restituer ce document après en avoir pris connaissance ». La vigilance n'exclut pas la prudence.

DANIEL VERNET.

AFRIQUE

Tchad

Le général Forest quitte le commandement des forces françaises

N'Djamena. — Le commandant en chef des forces françaises au Tchad, le général de brigade Louis Forest, doit quitter ses fonctions lundi 30 juillet. Son successeur, le colonel Pierre de l'ongue, membre de l'état-major des armées et ancien commandant du 6^e B.P.I.M.A. (régiment parachutiste d'infanterie de marine) de Mont-de-Marsan, se trouve déjà à N'Djamena. Ce dernier avait été le chef d'état-major du général Edouard Cortadellas lors de la première intervention française au Tchad de 1963 à 1972.

Le général Forest a été l'artisan des succès les plus récents de la guerre civile tchadienne. En sept mois de présence, il semblait avoir acquis la confiance des différentes composantes du gouvernement d'union nationale de transition.

Selon l'Agence Associated Press, le général Forest aurait été rapatrié à la suite de ses efforts en vue de consolider le régime de N'Djamena dominé par les Forces du Nord de M.M. Hissène Habré et Goukouni Oueddei. Vendredi, des tracts demandant à Paris de

laisser le général Forest « poursuivre ses précieuses efforts de réconciliation » ont circulé dans la capitale tchadienne.

D'autre part, les troupes libyennes qui avaient lancé le 26 juin une vaste offensive militaire dans le nord du pays se seraient repliées si l'on en croit M. Goukouni Oueddei, président du conseil de la révolution du Front de libération nationale du Tchad. Toutefois, selon les autorités de N'Djamena, après avoir été repoussées de sept localités, les troupes libyennes ont abandonné une « quantité importante » d'armes, de munitions. — (A.F.P., A.P.)

Ethiopie

Les autorités décident la collectivisation des terres

Quatre ans après le lancement d'une première réforme agraire, les autorités éthiopiennes viennent de décider la collectivisation de l'agriculture. Dans une « directive » rendue publique récemment, le Comité militaire administratif provisoire (C.M.A.P.) a annoncé que les paysans ne pourront plus disposer pour leur usage personnel que de 1 000 à 2 000 mètres carrés de terres et d'une ou deux têtes de bétail, le reste relevant d'une exploitation collective d'un type kolkhozien. Les obscurités et les ambiguïtés de ce texte laissent supposer que des modalités d'application s'adapteront à la multiplicité des situations locales et que des dérogations seraient même possibles, en particulier pour les miliciens.

Alors qu'une première proclamation instituait la propriété publique de la terre, la redistribution des grandes exploitations et des droits privés de culture (4 mars 1975), la deuxième se donnait déjà pour objectif de « poser les fondements d'une agriculture socialiste qui fera bénéficier la paysannerie

d'un travail en commun » (14 décembre 1975). Mais la mise en œuvre de l'une et de l'autre ont moins débouché sur une exploitation collective que sur la multiplication de propriétés individuelles de superficie plus réduite.

Le président Mengistu a tiré la sonnette d'alarme fin 1978 : « Nous devons combattre la tendance à encourager l'individualisme qui se manifeste et à la chasser les paysans. (Dans l'évolution actuelle, non seulement une économie collective ne se développera pas, mais les tendances petites bourgeoisies et individualistes du paysan s'accroissent... L'utilité d'une agriculture et d'un travail collectif doit être démontrée. » La décision prise s'inscrit donc dans le droit fil des ambitions que le nouveau pouvoir a toujours affirmées. Mais elle intervient sous la forme d'une « directive », terme

RENÉ LEFORT.

véritable harmonie sont autant de principes que nous revendiquons et défendons à l'occasion du combat que nous menons en faveur de la langue française et de la francophonie considérée comme un réseau de liens privilégiés entretenus par l'instrument et l'usage de la langue française.

Par là, tout en contribuant véritablement au patrimoine culturel commun des hommes, nous préservons notre message national.

XAVIER DENIAU

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

LE DEVOIR

« L'écriture pour vers »

LE DEVOIR, quotidien de Montréal, se penche sur un problème délicat : « On s'imagine encore qu'il suffit de traduire » de l'anglais au français, ou vice-versa, pour satisfaire la collection québécoise et résoudre le problème des langues. Une entreprise cherche un traducteur « pas cher », lui remet un texte et lui demande la traduction « pour demain matin », et le tour est joué. Nous avons souffert de cette pratique depuis des années. Ce n'est pas fini ; et maintenant, alors que les francophones sont en mesure de commander, eux, des traductions du français à l'anglais, ce sont les deux langues qui en pâtissent.

Un lecteur m'envoie un petit sac de papier sur lequel, en anglais, on donne le mode d'emploi pour une sorte de litère qu'on place dans une boîte, fournie par la maison Oberlin (Ohio), et qui sert à garder vivants les vers du pêcheur. Humectée comme il faut, la litère est très utile et le tout reste propre. Il a fallu, depuis la Charte de la langue française, ajouter une « traduction » française. « Worm bedding » est devenu « litère pour vers » et le tout à l'avenant : place litère dans un sac, ajouter de l'eau... mes pas trop mouillés. Voilà le travail !

L'anglais est massacré de la même manière. En fait, le bilinguisme ne peut avoir de sens dans un Etat où si tous ses citoyens possèdent réellement, en plus de leur langue maternelle, celle de l'autre groupe ethnique.



Un champ de mines pour enfants

L'hebdomadaire ouest-allemand STERN constate avec un certain amusement que « si les élèves ouest-allemands résistent leurs équations à trois inconnues avec des potes et des pommes, leurs camarades de l'autre Allemagne doivent faire leurs calculs avec des canons et des unités motorisées de l'armée populaire nationale. Tout à fait dans l'esprit du « devoir d'honneur pour la défense de la paix », l'éducation militaire est censée avoir sa place dans toutes les matières enseignées et donc aussi dans les mathématiques.

Aussi, pour fournir aux instituteurs de la R.D.A. une aide pédagogique, les préposés à la culture du parti ont fait publier une série de problèmes (voir la page 5/79). Un exemple d'énigme de problèmes : « Un champ de mines rectangulaire a 730 m de large et 140 m de long. Combien de mines faut-il poser, sachant qu'une seule » couvre 2,8 m de surface ? » (« Sur les cinquante » soldats d'une unité de l'armée populaire nationale, trente-sept obtiennent la note « très bien » au tir. Sur » cinquante-sept soldats d'une unité de l'armée soviétique, cinquante-sept obtiennent, dans les mêmes conditions, » la note « très bien » au tir. Quelle unité a-t-elle obtenu » le meilleur résultat ? » Il va de soi que c'est celle de l'Armée rouge.

L'UNION

Une façon horrible de mourir

Les deux premières exécutions publiques ont eu lieu, en juillet, à Libreville. Voici le compte rendu qu'en donne L'UNION, organe officiel gabonais : « Il y a plusieurs façons de mourir, mais la plus horrible est celle qui consiste à voir arriver la mort sans possibilité de fuir (...). » « Un champ de mines rectangulaire a 730 m de large et 140 m de long. Combien de mines faut-il poser, sachant qu'une seule » couvre 2,8 m de surface ? » (« Sur les cinquante » soldats d'une unité de l'armée populaire nationale, trente-sept obtiennent la note « très bien » au tir. Sur » cinquante-sept soldats d'une unité de l'armée soviétique, cinquante-sept obtiennent, dans les mêmes conditions, » la note « très bien » au tir. Quelle unité a-t-elle obtenu » le meilleur résultat ? » Il va de soi que c'est celle de l'Armée rouge.

Une fois attachés aux poteaux, les deux condamnés ont été libérés de leur capote. Alors, Jean-Pierre Moumbe et Jean-Baptiste Medang ont regardé par la dernière fois le ciel, le soleil, la mer, les immeubles de Libreville, la foule unanime sur leur sort, en un mot, l'univers des vivants (...). Après lecture des arrêts d'exécution faite par un greffier, l'ordre pour la « solution finale » fut donné. Et ce fut le crépitement des armes. A la première salve, la tête de Moumbe retomba sur sa poitrine, mollement, comme celle d'une marionnette dès qu'on a lâché les fils : l'homme est mort sans grande difficulté. Mais Medang a surpris car, après plusieurs salves, il continuait de donner de la tête. Il fallut encore faire « aboyer » les fusils plusieurs fois, et l'homme ne mourait toujours pas. C'est de stupefaction de la foule. Ce jeune homme de dix-neuf ans a davantage surpris par son courage (ou son incoscience) d'affronter les regards des quelques cinquante mille spectateurs (...).

L'attitude du public, après les exécutions, n'a plus été la même qu'au départ. Un silence plutôt attendu a suivi. Les visages, rayonnant de contentement avant l'accomplissement de la « haute œuvre », étaient crispés, comme mal à l'aise. Cela peut se comprendre, car voir tirer sur un être humain, voir son sang gicler et le voir agoniser là, sous nos yeux, c'est difficilement supportable pour quelqu'un qui n'en a pas l'habitude.

BAKINSKI RABOTCHI

Manque de sérieux déplorable

Le quotidien soviétique BAKINSKI RABOTCHI révèle que « plusieurs hauts responsables de l'Azerbaïdjan soviétique ont été exclus de l'université du marxisme-léninisme » parce qu'ils s'étaient inscrits aux cours ou n'obtenaient pas de bons résultats.

Cette révélation était contenue dans un rapport de M. Gueydar Aliev. Le premier secrétaire de l'organisation du P.C. azéri n'a pas manqué de souligner « l'importance que revêt, pour les cadres, la connaissance de la « science révolutionnaire », mais regrette que « certains » d'entre eux ne prennent guère cette étude au sérieux.

M. Aliev dénonce également « certains responsables d'organisations locales du parti — révoqués depuis — qui, tout en prêchant l'honnêteté et la propreté morale, se rendaient coupables de toutes sortes d'abus ».

Lettre de Maroua

L'ombre portée du Nigeria



COMMERCES florissants dû à la position frontalière de la ville, agriculture prospère grâce à l'abondance des eaux souterraines et pluviales, industrie en expansion concurrent à faire de Maroua la plus active des villes du Nord-Cameroun. Chef-lieu du département de Diamaré, elle est plus peuplée que le grand centre administratif de Garoua, situé plus au sud, et, en l'absence de recensement récent, on estime sa population à plus de soixante-dix mille habitants.

Le fleuve Kallio, dont le lit est totalement asséché pendant plusieurs mois chaque année, sépare la ville en deux parties d'inégale étendue. Sur la rive nord se trouvent le quartier administratif, la chertie, le marché, la zone d'habitat la plus ancienne dont les résidents sont nés les plus fidèles aux traditions. La rive méridionale, elle-même limitée par le fleuve Tchakana, comprend des quartiers « neufs » qui se sont surtout développés depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, le 1^{er} janvier 1960. Plus à l'écart, sur la rive de Mindif, dont le pic a retenu l'attention de Jules Verne qui en fait la description dans Cinq semaines en ballon, s'étend le quartier des tanneries.

Une grande place circulaire plantée de cactédars et de manguiers indique la partie la plus animée de la cité. Sur son périmètre ouvre un bâtiment inspiré de l'architecture néo-soudanaise chère aux contemporains des années folles et de l'Exposition coloniale. Crépi de rose et de blanc, de parallélépipèdes en plâtrerie abrite une salle de vente d'artisanat et un musée. La plupart des articles exposés sont de produits paysans. Jeunes écoliers et écolières se donnent du courage pour effectuer la longue marche quotidienne qui les ramène vers leur village, après la fin des classes. Le plus âgé de la bande se sert d'un sifflet pour faire marcher ses cadets au pas et hâter leur retour. Donne un cachet supplémentaire à la scène le coucher du soleil dans le cadre grandiose des monts Mandara, un tel silhouetté uniforme se profile sur le ligne d'horizon. En quelques secondes, à 17 heures 30, le disque solaire chute comme une pierre derrière la chaîne volcanique qu'il inonde de dernière rayons mordorés, ponctués d'éclairs, plongeant immédiatement les écoliers attardés dans une semi-pénombre.

La coopérative de tissage de la ville rend en revanche beaucoup plus fidèlement compte des capacités créatrices de ceux qui s'efforcent, avec succès, de défendre les formes traditionnelles de production. On retrouve dans tout le Cameroun, et même dans toute l'Afrique occidentale à travers laquelle les diffusent les colporteurs hausas, les nappes, couvertures et même les vêtements qui sont confectionnés à Maroua. Les prix pratiqués localement sont très raisonnables et subissent une inflation qui peut être considérable dès que les marchandises atteignent Yaoundé ou Douala.

Comme il est fréquent en Afrique noire, le marché réunit l'un des principaux attraits touristiques. Il est particulièrement actif le lundi et le mardi. Français et Américains se pressent devant l'étal des fabricants de babouches et de bonnets, ceux des cordiers et des marchands

de pagnes, devant celui du guérisseur qui, entre autres étranges pharmacopées, propose à ses patients de l'eau ayant servi à laver des tablettes de bois couvertes d'inscriptions coraniques (1).

MAROUA ajoute à ses diverses fonctions celle d'être l'un des centres de dispersion des touristes venus du sud. C'est à partir d'ici, en effet, qu'il est le plus aisé de gagner Yaoundé où l'on peut voir les causes-obus des tribus nosquons des rives du Logone. C'est d'ici que l'on se rend dans le parc national de Waza, « première réserve cynégétique du continent, immédiatement après celles du Kenya », où il n'est pas rare de croiser des troupeaux de plusieurs dizaines d'éléphants. C'est à partir de Maroua, également, que l'on atteint les pittoresques montagnes des Kapell, long chapelet d'alignements volcaniques trouant une plaine dénudée où vivent les tribus kirika. Car terme général qui désigne des populations paléennes est considéré comme péjoratif. On évite de l'employer, car nous indique le prétexte : « Si certains restent animistes, beaucoup se convertissent soit à l'islam, soit au catholicisme ou au protestantisme... car ici la liberté de culte est totale... »

Sur la route de Mora, dernière place forte du Cameroun défendue par les troupes coloniales contre les assauts de l'armée britannique, « tenue » jusqu'en février 1916 par le lieutenant Van Raben qui n'accepta de capituler que sur l'instruction du Kaiser, les villages meufs se succèdent pratiquement sans interruption. Leurs habitants ont progressivement quitté leurs ébaules de bœufs pour se fixer en plaine. Ils sont ainsi installés sur leurs champs de mil, d'arachide, de coton, de cultures maraichères, dont l'alignement soigné longe la chaussée sur des dizaines de kilomètres.

Bien que le taux d'alphabétisation reste plus faible ici que dans le reste du Cameroun, les progrès de l'enseignement sont importants. L'époque à laquelle les fils de « nordistes » boudaient l'instruction publique est bien révolue. « Chaque matin, les outils sur l'épaule, traînant un sac de farine », scandent sur la route de Mora, un train de porteurs de pain, se dirigent vers les écoles. Les écoliers se donnent du courage pour effectuer la longue marche quotidienne qui les ramène vers leur village, après la fin des classes. Le plus âgé de la bande se sert d'un sifflet pour faire marcher ses cadets au pas et hâter leur retour. Donne un cachet supplémentaire à la scène le coucher du soleil dans le cadre grandiose des monts Mandara, un tel silhouetté uniforme se profile sur le ligne d'horizon. En quelques secondes, à 17 heures 30, le disque solaire chute comme une pierre derrière la chaîne volcanique qu'il inonde de dernière rayons mordorés, ponctués d'éclairs, plongeant immédiatement les écoliers attardés dans une semi-pénombre.

COLONISATEURS allemands et français se sont assez peu intéressés aux « kirika » choisis pour intermédiaires subalternes. Pourtant les premiers occupants du sol sont majoritaires. Il est vrai qu'ils n'ont aucune unité, ni linguistique, ni sociale, ni ethnique, ni religieuse, qu'ils se sont longtemps contentés de pratiquer un mode d'agriculture très rudimentaire, qu'ils vivaient à peu près nus et sont de tous les habitants du Cameroun ceux qui continuent de porter l'espérance de vie la plus courte.

Si on ne les voit pas résider que dans cette partie du pays, les Allemands y ont laissé un souvenir très vivace. C'est le major Hans Dominik qui s'empara de Maroua en 1901, sous le règne du sultan Amadou. Aujourd'hui encore, on ne parle de Dummukil — c'est son nom local — qu'avec terreur, tant il reste synonyme de sanglante brutalité. Dans un rapport de campagne qu'il adressait au gouverneur allemand de Buea, le major, qui s'était déjà signalé à Yaoundé par d'innombrables services contre les kirika, note qu'à Maroua « la milice tire un travail excellent » contre les lances des Foulbés. Et d'ajouter après la reddition de la ville : « J'installai à Maroua la fourmilière de vingt-cinq chevaux, deux cents vaches et cinq cents chèvres de mil destinées à fournir le poste de Garoua ».

Après le soulèvement mahdiste d'Alhaji, qui eut lieu en 1907 et qui était, en principe, destiné à libérer le pays de la présence des Blancs et à faire rayonner de nouveau la splendeur de l'empire peul, la répression fut plus rude. Le résident Struppel indique, dans un

compte rendu administratif, que les partisans du mahdi pris les armes à la main furent pendus sur la place du marché de Maroua pendant les heures d'affluence tandis que l'installation d'une forte troupe était prévue en ville (2).

Pourtant, les procédés radicaux semblent avoir séduit une partie des chefs foubés. Le lamido Soudi, considéré comme « l'homme des Allemands », ces derniers l'ayant porté au pouvoir, employa leurs méthodes coercitives. La tradition orale rapporte à son sujet : « Les voix diminueront sous son règne, car tout vol qui tombait entre ses mains était inévitablement exécuté... » (3). C'est à cette époque et, affirmant certains, grâce au recours à la force que commencent à prendre un sérieux essor les cultures vivrières et les premières cultures industrielles, dont le coton.

AUJOURD'HUI, Maroua abrite une des cinq usines d'égrégation et une des deux huileries de coton du Cameroun. Cent tonnes de graine sont traitées quotidiennement et produisent 15 tonnes d'huile brute chaque jour. Les huit millions de Camerounais consomment entièrement les quatre millions de litres d'huile de coton ainsi annuellement mis dans le commerce. Les fibres, qui représentent 40 % du poids du coton-graine, sont classées, triées, emballées et expédiées sur l'Europe, notamment sur Le Havre. Les coques sont brûlées pour fournir de l'énergie, tandis qu'une partie des tourteaux est consommée par le bétail. La station de recherche installée dans le banlieue de la ville poursuit ses efforts pour améliorer les rendements en fibres à l'hectare qui ont déjà quadruplé, et les rendements à l'engrainage qui ont progressé de 20 %.

Mais tandis que l'essor de la production cotonnière semble riche de promesses d'avenir, le commerce se développe à une allure vertigi-

neuse du fait du voisinage de l'immense marché nigérian. Autrefois vassal de l'empire de Yola — au Nigeria, — le lamidat de Maroua qui est resté totalement indépendant depuis le siècle dernier entretient toujours d'étroites relations commerciales avec lui. De part et d'autre de la frontière, les mêmes familles peules mettent à profit la méfiance qui prévaut à l'égard du naira nigérian et l'attrait qu'exerce le franc C.F.A. C'est ainsi que les commerçants camerounais s'approvisionnent largement en marchandises japonaises ou américaines au Nigeria et les introduisent en général de façon clandestine au Cameroun où ils les revendent à haut cours. Même lorsqu'ils acquittent les droits de douane légaux, ils réalisent de substantiels bénéfices tant le naira (4) est déprécié par rapport au franc C.F.A.

De leur côté, les Nigériens pillent à leur façon certaines ressources camerounaises. C'est ainsi qu'ils pénètrent couramment en fraude dans les réserves de faune telles que celle de Waza et y abattent de grandes quantités de gibier. La viande de chasse est vendue aux amateurs du Nigeria par les braconniers qui cèdent les trophées aux touristes étrangers. Antilopes et éléphants disparaissent ainsi par troupeaux entiers sous les coups des trafiquants qui traquent également les crocodiles, dont la peau intéressante les marocquins, et les panthères, dont les fourreaux recherchent le pelage. Mais il ne s'agit là que d'un moindre mal, le gouvernement du Cameroun n'inquiétant surtout de la force éventuelle d'attraction que pourrait constituer le géant nigérian.

PHILIPPE DECRAENE.

- (1) Anne Debel, Le Cameroun aujourd'hui, Editions Jeune Afrique, article sur Garoua.
- (2) Edridge Mohammedou, Histoire des Peules du Diamaré, Maroua et Fata, Sinaï, 1970, pp. 338-400.
- (3) Ibid, p. 246.
- (4) Monnaie nationale nigérienne.

MACAO

Chefs-d'œuvre en péril

EN 1967, Joseph Kessel s'était contenté d'intituler un livre sur cette partie du monde Hongkong et Macao, sachant que ces deux mots étaient suffisamment chargés d'exotisme pour appâter le lecteur. « Visitez à la fois la Chine et le Portugal, séjournez à Macao », dit l'Office du tourisme de l'enclos portugais en Extrême-Orient. Hormis le spectacle des asiatiques livrés à leur passion du jeu dans les casinos de la ville, l'aspect chinois de Macao n'a rien de très remarquable pour qui vient de Hongkong. En revanche, il vaut la peine de prendre l'hydroglisseur qui relie les deux colonies, en moins d'une heure pour rendre une dernière visite à un monde luxuriant dont les jours sont comptés.

Annexe chronologique, Macao allait être restituée à la Chine, pensait-on après le changement de régime à Lisbonne. Mais Pékin n'a montré aucun empressement pour récupérer un territoire qui lui rapporte de précieuses devises par l'intermédiaire de ses ressortissants chargés de l'exploitation de tables de jeu dont l'existence prouverait évidemment incompatible avec la moralité communiste. Aussi la normalisation des relations sino-portugaises a-t-elle eu lieu, il y a quelques mois, sans que la question de Macao soit soulevée.

Les promoteurs plus efficaces que les communistes

Ce que les communistes de Pékin n'ont pas fait, les promoteurs immobiliers s'en chargent très bien : au rythme auquel fonctionnent actuellement les bulldozers, il ne restera bientôt plus rien de quatre siècles de présence portugaise. On leur a livré la promenade du bord de mer, l'avenue da República et la rua da Prala Grande, où se trouvaient autrefois les comptoirs. Les maisons anciennes disparaissent ou sont coïncées entre des buildings. Promis à la démolition, des édifices publics, des églises, des demeures de style colonial sont fermés ou laissés à l'abandon.

Le changement du cadre entraîne celui des mœurs. A la

Pousada de Macao, on sert encore une cuisine portugaise qui a hérité toutes ses saveurs et ses saveurs d'une longue époque ultra-marine : mais, devant deux fonctionnaires portugais atterrés, nous avons vu des touristes réclamer avec le « poulet à l'africaine » cette sauce sucrée à base de tomate dont on « assaisonne » la fish food chez les barbares. L'hérésie des patrons de l'auberge a des limites : ils envisagent de céder aux bénoissements les quatre merveilleuses chambres à coucher qui comportent en tout leur établissement. L'hôtel Caravela, de style traditionnel, vient d'être rasé. Il reste le Bela Vista, où, pour le quart du prix d'une nuitée dans une cage de béton climatisée, on peut s'offrir une suite dont les fenêtres donnent sur une mer parsemée par des jonques aux formes et à la couleur inchangées depuis mille ans.

A la recherche d'un art de vivre

Dans l'alle droite du palais rose, qui abrite les bureaux du gouverneur, les employés de l'Office du tourisme distribuent, gratuitement, une documentation sur la colonie. Ils ne sont pas surmenés et ont le temps de parler. Dites-leur que vous n'avez pas fait 10 000 kilomètres seulement pour jouer du zozz devant le casino flottant de style « baroque chinois », la façade de l'église Saint-Paul ou la porte de Cerco — la porte de la Chine d'où on peut voir les soldats de M. Hua Guofeng monter la garde à 200 mètres du drapeau portugais — mais aussi pour trouver un certain art de vivre et ce mélange de deux civilisations qu'avait si bien réussi le peuple le moins raciste du monde.

Les responsables des services d'information déplorent l'image de Macao que donnent les réalisateurs d'Emmanuelle 2 ou d'Optim, un film à gros budget dont ils ont fait modifier le scénario. Pourquoi les autorités sont-elles plus timorées quand il s'agit d'étudier les projets d'architectes qui travaillent, au bord de la mer de Chine, avec autant d'inspiration que des promoteurs de Z.U.P. ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le Monde
Service des Abonnements
21217 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4307-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
153 F 270 F 320 F 360 F

TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
268 F 498 F 708 F 928 F

ETRANGER
(par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
183 F 325 F 468 F 610 F

II. - SUISSE - TUNISIE
230 F 428 F 618 F 800 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute lettre) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : d'adresser d'adresses ou provenances de x x x semaines ou plus : nos abonnés sont invités à formuler leur demande (une semaine au moins avant leur départ).

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

150 من الأصل

SCIENCES

MÉDECINE

RÉACTIONS CONTRADICTOIRES DE CHERCHEURS A PROPOS DU PROJET DE RÉFORME DU C.N.R.S.

Plusieurs dizaines de chercheurs, appartenant pour la plupart au directeur du C.N.R.S. et aux commissions du comité national, ont lancé un appel au gouvernement pour « la suspension des décrets » qui doivent modifier les structures de la recherche scientifique en France (le Monde du 25 juillet) et « la mise en discus-

sion des réformes projetées par l'ensemble de la communauté scientifique ».

Les signataires « protestent contre les conditions dans lesquelles ces décrets ont été préparés (sans consultation préalable du monde scientifique) et divulgués (de façon incomplète, par l'intermédiaire de la seule presse) à une période où une partie des personnels est absente des laboratoires ».

De son côté, le SARSET (Syndicat autonome de la recherche scientifique et technique), affilié à la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, estime que « la réforme actuelle témoigne de la volonté d'intégrer les chercheurs dans la vie de la nation et de faire du C.N.R.S. un véritable organe d'impulsion et de coordination de la recherche française ».

● La NASA a signé vendredi 27 juillet avec la société californienne TRW un contrat de 80 millions de dollars pour la réalisation de l'un des deux satellites qui iront, vers 1985-1987, étudier les pôles du Soleil. L'autre satellite de cette mission internationale, au cours de laquelle les deux vaisseaux seront déviés par l'attraction de Jupiter pour sortir du plan de l'écliptique, doit être construit par l'Agence spatiale européenne. — (A.F.P.)

A l'Agence spatiale européenne

ACCORD DE PRINCIPLE SUR LA CRÉATION DE TRANSPACE POUR COMMERCIALISER LA FUSÉE ARIANE

Neuf pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) sur onze ont adopté, jeudi 26 juillet, à l'occasion de la trente-troisième session du conseil de l'Agence, une résolution qui reconnaît la nécessité d'une mise en place rapide d'une structure industrielle destinée à produire et commercialiser la fusée européenne Ariane. Cette résolution donne un accord de principe au schéma proposé par la France concernant la mise en place de la société Transpace, constituée lors du dernier Salon du Bourget (le Monde du 14 juin). Le gouvernement français devrait contrôler directement ou indirectement 61 % du capital de cette société.

Un conseil spécial de l'Agence, les 10 et 11 septembre prochains, sera consacré à cette affaire : il convient, en particulier, de déterminer précisément dans quelles conditions sera transférée à Transpace la responsabilité du programme Ariane, qui est pour le moment du ressort de l'exécutif de l'ESA.

D'autre part, le comité directeur des programmes de satellites de télécommunications de l'ESA a décidé la fabrication d'un troisième satellite de télécommunications maritimes, MARECS-C. Ce satellite sera construit par la société britannique British Aero-

space, pour un montant de 150 millions de francs environ. L'organisation internationale Inmarsat, créée le 16 juillet dernier pour gérer le système de télécommunications maritimes mondial, est vu offrir par l'ESA les services des deux premiers satellites MARECS A et B.

Les 8 et 9 septembre à Nançay

UN « RASSEMBLEMENT NATIONAL D'ASTRONOMIE »

L'observatoire radio-astronomique de Nançay (Cher) accueillera, les 8 et 9 septembre, le premier rassemblement national d'astronomie en France, à l'initiative de l'Association française d'astronomie. Cette manifestation, sur le type de celles qui sont couramment organisées aux États-Unis, permettra échanges et discussions entre astronomes amateurs, invités à venir avec leurs instruments. Le dimanche 9 septembre, de 15 heures à 18 heures, le rassemblement sera ouvert au grand public.

★ Renseignements et inscriptions : Association française d'astronomie (rassemblement de Nançay), 24, avenue Edouard, 75013-Paris.

Une enquête de l'INSERM révèle l'importance de l'automédication chez les femmes enceintes

Une femme sur deux consomme au moins un médicament au cours du premier trimestre de la grossesse, et trente médicaments sur cent sont pris sans avis médical, soit sans ordonnance, soit délivrés antérieurement et retrouvés dans l'armoire à pharmacie.

C'est ce qui ressort d'une enquête de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) réalisée entre 1975 et 1977 dans quatre maternités d'Ile-de-France et de Paris. Au cours de cette enquête, quatre mille femmes ont été interrogées sur leur consommation de médicaments au cours des trois premiers mois de la grossesse.

Sur 100 femmes interrogées, 20,3 prennent de l'aspirine, 20,5 des laxatifs ou des fortifiants, 10,9 des psychotropes (traitements agissant sur le psychisme), 9,8 des médicaments contre les vomissements, 9,5 des antibiotiques et 8,6 des hormones sexuelles — pour ne citer que les produits les plus utilisés.

Une autre évaluation de l'INSERM concerne la consommation de médicaments au cours de l'accouchement et pendant les six jours qui suivent la naissance par les femmes ou les enfants.

Sur un échantillon représentatif de 488 femmes, près de 40 % ont reçu des produits desti-

nés à déclencher ou accélérer l'accouchement (ocytociques) et 22,7 % ont reçu des médicaments contre la douleur (analgésiques).

Des données ont aussi été fournies sur 4 325 nouveau-nés en maternité. Il en ressort que 2,4 % ont reçu des antibiotiques, 6,4 % des perfusions, 4,3 % une alcalinisation et 0,1 % des sédatifs. Ces chiffres sont bien plus élevés pour 405 enfants admis dans un centre spécialisé. Ils sont de 28,4 % pour les antibiotiques, 42,5 % pour les perfusions et 12,3 % pour les alcalinisations et les sédatifs.

AÉRONAUTIQUE

● La compagnie Thai International a commandé, mardi 24 juillet, deux nouveaux moyen-courriers européens Airbus A-300. Cette commande porte à dix le nombre de ces appareils achetés ferme par la compagnie qui devient ainsi le plus important client de cet avion en Asie du Sud-Est. A ce jour, les vingt-huit compagnies clientes d'Airbus Industrie ont commandé ferme, 227 Airbus (175 versions A-300 et 52 versions A-310 de deux cents places), auxquels il faut ajouter 132 options.

RAPATRIÉS

« Comme un boulet... »

M. Abdelkader Laradi, délégué pour la Normandie de la Confédération des Français musulmans rapatriés, pouruait, le samedi 28 juillet, à Caen, la grève de la faim « illimitée » qu'il avait commencée le 21 juillet pour dénoncer les « agressions racistes » dont sont victimes les rapatriés et « l'indifférence » des pouvoirs publics (le Monde du 27 juillet).

Trente ans, marié, père de deux enfants, chômeur, cet ancien harki a rendu publique une lettre qu'il avait adressée en mai dernier à M. Jacques Domini, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, dans laquelle il déclarait renoncer à la nationalité française et demandait l'octroi du statut d'apatrié. « Nous demeurons d'éternels bannis, bannis du droit à une vie décente, du droit primordial à la protection contre toutes dégradations de notre situation sociale, économique, culturelle et culturelle, du droit à la vie au sens le plus noble du mot, dérivant. Certes, on trouvera toujours des alibis et des justifications (...), mais le résultat est que le Français musulman est devenu un citoyen de nulle part, traînant comme un boulet ses blessures, son passé, son indigence et sa misère quotidienne, et à la moindre réclamation, c'est sa mise à l'index... »

A l'époque, M. Abdelkader Laradi avait également exprimé son intention de s'immoler par le feu devant l'Élysée. Il en avait été dissuadé, au dernier moment, par certains de ses coreligionnaires alors qu'il venait d'arriver à Paris, à la gare Saint-Lazare.

Une délégation d'anciens harkis doit se rendre lundi à la préfecture du Calvados pour demander aux autorités locales d'examiner sa situation personnelle.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cour d'Appel de Paris, 4^e Chambre, arrêtés des 30 juin 1977 et 17 mai 1978, rendus à la suite de l'action en concurrence déloyale intentée par les Sociétés LABO INDUSTRIE et S.N.H.M. contre les Sociétés HUILES VERDOL FRANCE et TIDEWATER OIL CY (extraits de l'arrêt du 30 juin 1977).

Considérant... que les salariés de la S.N.H.M. ont été définitivement débauchés par TIDEWATER OIL pour constituer le réseau de VERDOL FRANCE grâce aux agissements de Hébert et Lemoine...

Considérant... que VERDOL FRANCE a utilisé les services de ses salariés de LABO avant la fin de la période de préavis et pour plusieurs, en violation d'une clause de non-concurrence, que la volonté des appelants de débaucher ces V.E.P. au profit de VERDOL FRANCE et de désorganiser la S.N.H.M. ainsi que la caractéristique de leurs agissements ressortent de l'ensemble des faits de la cause...

Considérant que ces agissements fautifs ont causé à la S.N.H.M. et donc à LABO qui l'a absorbée pour partie un préjudice dont il est dû réparation à cette dernière... (extraits de l'arrêt du 30 juin 1977).

Considérant qu'ainsi les fautes commises par les appelants... à savoir le débauchage massif du personnel et son réembauchage par VERDOL FRANCE sans respect du préavis et des clauses de non-concurrence, aboutissant à une désorganisation de la S.N.H.M. engagée, en l'absence de toute faute démontrée de la S.N.H.M. ou de LABO, leur entraîne responsabilité à leur égard... (extraits de l'arrêt du 17 mai 1978).

PAR CES MOTIFS... Confirme le jugement entrepris en ce qu'il a dit les appelants responsables de concurrence déloyale au détriment de la Société LABO INDUSTRIE... (extraits de l'arrêt du 30 juin 1977).

Confirme le jugement entrepris en ce qu'il a ordonné la publication par extraits dans dix journaux et deux périodiques...

Pise à 12.000.000 de francs la valeur du préjudice subi... Condamne « in solidum » les appelants à payer la somme de 6.000.000 de francs pour solde des dommages-intérêts dus, toutes causes confondues, avec intérêts de droit à compter de ce jour et 200.000 F en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

Condamne les appelants aux dépens de première instance et d'appel (extraits de l'arrêt du 17 mai 1978).

Pour extrait.

Distinguer les bons des méchants.

Abeille (Apis Mellifica), insecte utile de l'Europe Centrale.



L'insecte est la forme de vie la mieux armée pour faire face à l'évolution du milieu. C'est ainsi que les insecticides classiques ne permettent plus de combattre aussi efficacement les insectes devenus résistants. Il a donc fallu développer de nouvelles méthodes de lutte.

Par exemple la lutte biologique, qui consiste à opposer à une espèce donnée, un ennemi naturel d'une espèce différente : soit un autre insecte, soit un virus, soit une bactérie. Malheureusement ces méthodes appliquées séparément s'avèrent insuffisantes.

On a donc pensé à la lutte intégrée qui associe les effets de la lutte biologique à ceux de la lutte chimique. Cette dernière, nécessaire dans la majorité des cas, évolue vers des insecticides d'un type nouveau, issus de la chimie de synthèse. Plus élaborés et sélectifs, ces insecticides ont l'avantage de préserver le fragile équilibre naturel des espèces vivantes, en distinguant les bons des méchants.

Dans le domaine de la protection des cultures comme dans bien d'autres, les 14 000 chercheurs de Hoechst réunis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



Le Monde

culture

Lettres

A « Apostrophes »

Quand M. Giscard d'Estaing tempère la véhémence de Maupassant

« Si l'on veut se conserver l'admiration publique, il n'est point d'autre moyen que de rester ce qu'on est », disait Maupassant. On a parlé aussi, récemment, de sa capacité à conseiller le jésuite espagnol Baltasar Gracián aux hommes qui prétendent gouverner les autres (1). Le président de la République prenait donc un risque en acceptant de tenir le rôle principal dans une émission littéraire consacrée à Maupassant.

de Maupassant, sa nature athlétique (« un caïd », selon Paul Morand). Le président a rappelé ses exploits dans le combat. On a parlé aussi, récemment, de sa capacité à conseiller le jésuite espagnol Baltasar Gracián aux hommes qui prétendent gouverner les autres (1). Le président de la République prenait donc un risque en acceptant de tenir le rôle principal dans une émission littéraire consacrée à Maupassant.

Il est vrai que M. Giscard



(Dautin de KONG.)

d'Estaing rassent pour la littérature une inclination d'autant plus vive qu'elle n'a pas été satisfaite : lorsqu'il était encore ministre, il avait que, n'ayant plus de temps à consacrer à la lecture, il s'était résigné à poursuivre d'autres ambitions. L'œuvre de Maupassant, l'œuvre d'un homme qui avait employé à se détruire, le président s'appliquait à donner une image rassurante de Maupassant.

« Apostrophes » se tenait à l'hôtel de Marigny (2). M. Giscard d'Estaing se trouvait en face de trois examinateurs enclins à la bienveillance : MM. Armand Lanoux, de l'Académie Goncourt, Alexandre Astruc, cinéaste et romancier, qui porte une vie au cinéma, et Louis Forestier, qui vient de publier la deuxième édition de son roman *Le Maître de la Pluie*. M. Giscard d'Estaing dans la « Pluie » (3). On était curieux d'entendre le président, le paradoxe voulant que cet homme d'Etat, choqué par la fortune, ait pris pour modèle et pour aïeul un écrivain suicidaire, qui mit, dans sa manière de vivre, une volonté désespérée. Quel portrait ferait M. Giscard d'Estaing de son opposé : de cet auteur si prodigieux de sa vie, donc si éloigné des préoccupations nécessaires à la réussite d'une carrière politique ?

Le « sur-mâle » neutralisé

La performance du président n'a été ni étonnante ni inférieure à ce qu'on pouvait attendre : il connaissait son sujet. Il s'est présenté comme « un lecteur ancien et actuel » de Maupassant, un de ces « lecteurs artistes » que réclamait l'écrivain. « Passionné de style », M. Giscard d'Estaing appréciait la finesse de Maupassant et, surtout, sa concision, qui lui venait de l'enseignement de Flaubert, son maître dans l'art d'écrire. Armand Lanoux a précisé que cette formation avait pris un caractère douloureux pour le maître comme pour l'élève.

répliqua Armand Lanoux, qui a mentionné l'essai que revêtait la parole noble pour Mme de Maupassant.

Cette conversation cérémonieuse manquait d'émotion. Elle ne laissait guère apparaître le visage d'un auteur qui s'était employé à se détruire. Le président s'appliquait à donner une image rassurante de Maupassant. Craignait-il de contrarier les sentiments du public, en dépeignant son écrivain favori, le « romancier le plus français », sous des traits moins roses ? Bernard Pivot essayait de faire porter le débat sur le pessimisme de Maupassant, sur sa méfiance à l'égard de la nature humaine. Mais dans les propos de M. Giscard d'Estaing, il devenait inoffensif : c'était plus un « réaliste » qu'un « pessimiste » ; c'était un auteur « sans méchanceté ». Ainsi, la grande littérature, selon le président, pouvait être privée de férocité. Il semblait avoir oublié tout le cortège de cruautés qui se trouve dans les contes et les nouvelles. Il a, montré, vendredi soir, comment on s'y prend pour tempérer la véhémence. Son modérateur a réduit celle de Maupassant à presque rien. Le « taureau brisé » était neutralisé.

Certes, il a reconnu l'aspect tragique de l'écrivain, mais il n'a guère décelé cet aspect dans la peinture sociale qu'a faite Maupassant. Interrogé sur la manière « ironique », « acerbe » de l'auteur, lorsqu'il considérait la petite bourgeoisie du dix-neuvième siècle, M. Giscard d'Estaing s'est contenté d'une réponse évasive. Pourtant, Maupassant a montré, dans son œuvre, le mal dont souffrait la société de son époque ; il a représenté « la tragédie de la banalité », comme l'a écrit récemment Pascal Bruckner.

FRANÇOIS BOTT.

- (1) Dans le *Héros*, Ed. Champ Libre.
- (2) L'hôtel de Marigny, situé avenue Marigny, face au palais de l'Élysée, a été acquis par l'État pour être utilisé comme résidence des chefs d'Etat étrangers en visite à Paris.
- (3) *Le Monde* du 27 juillet.

gnaux dédiés de s'initier aux méthodes d'enseignement de la musique, d'acquiescer des compléments de culture musicale ou de se préparer à la pratique d'une animation musicale de qualité (Rencontres de la Fondation, 3896 Douai, tél. (06) 88-79-74.)

Un portrait de Bronzino, peintre florentin du seizième siècle, que dissimulait une madone peinte au dix-septième siècle sur le même tableau, vient d'être découvert au musée de Wrocław (Pologne) à la suite d'une opération de restauration. Une composition semblable du même artiste se trouve au Metropolitan Museum de New-York.

Le premier Festival de Montmarbre permettra à des jeunes artistes de se faire connaître du 6 au 23 septembre, dans le domaine du théâtre (la Compagnie de l'Élan, la Hère de Belloquin), de la chanson (les groupes Canto, Ciel et Rock Ocean) et de la musique (d'ensemble Madrigal, le guitariste Alain Berquez, la violoncelliste Reine Fluchot).

Le quatrième fête annuelle des Lettres à France-les-Corvins, en Belgique, aura lieu les 3, 4 et 5 août et présentera trente-cinq groupes et chanteurs parmi lesquels : Maïcorne, La Samboche et Colette Magry (le 3) ; Brian Murphy, Commander Cody Band (le 4) ; Fairport Convention, Cauteris (le 5).

LE MONDE met chaque jour à disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

Festivals

A ALBI

Tout va très bien...

(Suite de la première page.)

D'autre part, en liaison avec l'association Tourisme et Travail, une grille de tarifs réduits a été établie pour permettre l'accès des manifestations à un public recruté par les comités d'entreprise. Enfin, on a bon espoir que les animations de rue par les stagiaires de l'académie (qui se tiennent parallèlement au festival et constituent un appoint de public aussi appréciable qu'enthousiaste) se développent encore pour aller vers la rencontre de la population.

Outre la reprise de la production très discutée du « Tom Jones », de l'Opéra-Comique, le festival de cette année d'été a été organisé autour de trois thèmes : l'intégration des sonnettes pour piano et violon de Beethoven, en trois soirées, par Jean-Pierre Wallez et Aldo Ciccolini ; deux petits concerts consacrés à l'école de Vienne (Berg, Schönberg, Webern et... Johann Strauss) ; et deux autres, un peu plus longs, à la musique de chambre française, Gounod, Duparc, Fauré, Chausson, Franck et Debussy. Sans doute le programme s'en tenait-il aux œuvres les plus connues et chacun d'eux alors qu'on n'aurait, pour s'écarter un peu des sentiers battus, que l'embaras du choix ; mais l'idée que l'on puisse à présent dédier sans rougir deux soirées complètes à des compositeurs si récents, et à quelques années, est assez féconde pour que l'on ne se perde pas dans des querelles byzantines.

Si la première des deux soirées de musique française suscitait des réserves, c'est parce qu'elle posait un problème plus général. On commençait par la « Petite Symphonie pour vents », de Gounod, sous la direction de Claude Bordon, excellente, quant au style, un peu moins pour l'exécution. Venaient ensuite quatre mélodies de Duparc, par Léonard Pezzino, le « Trio en ré mineur », de Fauré, par le Trio Ravel, le « Fantaisie pour flûte », de Fauré également, avec Pierre Rouiller, et l'« Horizon chimérique », toujours de Fauré, par Jean-Philippe Lafont, et le « Sonnet », de Franck, qui connaît Jean-Pierre Wallez et Bruno Rigutto. Avec un grand entrain, voilà qui est copieux ; malheureusement, ce ne sont jamais les mêmes artistes qui reviennent, de sorte qu'ils consacrent à peu près le temps de leur morceau à se mettre en doigts ou en voix ; et c'est seulement lorsqu'ils ont fini que l'on aimerait qu'ils continuent...

On comprend que cette alternance de formations diverses peut avoir de séduisant. Mais il est certain que, si Jean-Philippe Lafont ou Léonard Pezzino avaient donné un véritable répertoire de mélodies, ils auraient dû approfondir davantage leur interprétation, de même qu'une séance de trios ou de sonnettes prend souvent pour le public bien plus de relief que des morceaux choisis, même si cela semble « a priori » plus rebutant. Mais le Festival est encore jeune, il faut lui laisser le temps de mûrir.

GÉRARD CONDÉ.

Peinture

ENFIN UNE TOILE DE CÉZANNE A AIX-EN-PROVENCE

De passage à Aix-en-Provence où il était venu pour une réunion de concertation avec la municipalité sur la succession de Bernard Lefort à la direction du Festival, M. Jean-Philippe Lefort, ministre de la culture et de la communication, a annoncé qu'une anomalie allait être réparée : la ville où est né et mort Cézanne va posséder enfin une toile du plus célèbre de ses élèves.

Il s'agit d'une œuvre que l'Etat met en dépôt au musée Granet qui, paradoxalement, ne possédait aucune huile du peintre. Son conservateur, M. Louis Malbos, avait pu ajouter au musée une œuvre de Cézanne, élève de l'école de dessin de la ville, deux petites aquarelles données par un amateur américain. C'étaient tout seules quelques œuvres des amis du peintre (Charles Camoin, Emile Bernard, etc.) évoquant son souvenir.

La toile, datée de 1924 (65 x 54 cm), représente des rochers près des grottes au-dessus de Château-Nord, sur le plateau de Biban. Exposé en 1924 à la galerie Bernheim, en 1925 à Cannes, et en 1978 au Grand Palais, ce tableau faisait partie de la collection Matisse. — (Corresp.).

A Avignon

« Un jour comme un autre » de Yinko Globokar et Michel Raffaelli

Le matériel initial de ce travail est une lettre de femme qui a été diffusée, par Amnesty International, cette femme y raconte comment elle fut arrêtée et torturée et resta longtemps internée. Yinko Globokar a voulu, au moyen de la musique, participer à la dénonciation des faits. D'une part, il montre la détérioration physique de la personne enfermée, torturée ; d'autre part, il montre l'agressivité clinique de gens qui détiennent le pouvoir et torturent pour le garder.

La femme torturée est une soprano (Diamanda Galas). Il n'y a pas de texte, c'est par le chant pur, et par des attitudes non réalistes, que la chanteuse exprime les situations, les sensations, les pensées.

Ainsi en va-t-il des autres protagonistes, qui ne s'expriment que par les sons de leur instrument : l'interrogatoire est clarinettiste, le bourreau est contrebassiste, le témoin est percussionniste, le « lot » est tuba, une prisonnière, déjà torturée et utilisée pour faire plier la soprano, est violoncelle, enfin l'opinion publique est guitare-basse.

La soprano et chaque musicien sont vêtus et sont « cadrés » dans des choses à voir. Mais nous sommes invités à suivre, en plus, les faits et gestes de quatre acteurs. Par exemple, deux créatures, en combinaison de mécaniciens, de petite taille, de démarche simple, aux muscles sautes jaunes, d'allure, si l'on veut, mandingue (ce qui est un peu dérangeant), secourent des draps, les posent sur des personnages assis immobiles, puis les transportent devant un poste de télévision, etc.

La musique n'étant pas de ma compétence, je ne vais pas donner un compte rendu « musical ». Je sais seulement que j'ai bien vu, une musique, lorsque se donne le départ comme décrivant une situation réelle précise, et comme méditant sur cette situation. À plus forte raison, il s'agit de situations graves, où la liberté et le droit de vivre sont en jeu. Si je n'avais rien du projet

précis de Yinko Globokar, s'il n'y avait eu devant mes yeux aucun équivalent de ce projet, si la musique m'avait été donnée telle quelle, seule, libre, entière, autonome, alors j'aurais été à même de la percevoir vraiment, de m'en imprégner vraiment, et à condition qu'elle soit à la hauteur de ce projet alors inconnu, inconnu, j'aurais pu me retrouver avec Yinko Globokar et avec sa musique dans le partage de sa vision de ses pensées, de sa lutte contre la torture et l'emprisonnement. Car telle est la dimension remarquable de la musique : elle est assez grande pour s'exprimer toute seule.

Mais, à partir du moment où l'on a les oreilles liées, les yeux liés ; à partir du moment où l'on ne peut pas s'empêcher de se demander quelle est la torture exprimée telle poète de la soprano, quelle torture au juste exprime telle percussion, on n'a plus la faculté de laisser agir la musique puisque trop d'occupations concomitantes vont à l'encontre de son écoute.

Deux plateaux et un enfant

Plus critiques encore paraissent les pantomimes diverses exécutées, entre les musiciens, par les acteurs qu'a dirigés Michel Raffaelli. Le principe lui-même de ce qui s'appelle « théâtre musical » est peut-être à reconsidérer.

Car il est possible de « voir » beaucoup de choses lorsqu'on écoute de la musique. Un piano, une clarinette, un tuba, c'est un spectacle ; ce sont des objets d'un dessin et d'une couleur particuliers, dont la perception visuelle suscite des correspondances. Un musicien qui joue c'est un spectacle aussi ; il a un visage, une présence, des manières à lui. Si, lorsque les musiciens jouent une musique de Globokar, ils sont souvent conduits à manipuler leurs instruments d'une façon si inattendue que c'est un spectacle aussi, passionnant.

Tous ces spectacles, qui forment, dans une salle de concert, une œuvre complexe, ne contrastent en aucune manière l'écoute libre et personnelle de la musique, au contraire ils la favorisent. Il en va de même de tout ce que l'auditeur, à plus forte raison, peut percevoir autour de lui : dans ce théâtre des Céléstins, où est donné ce *Un jour comme un autre* de Globo-

kar et Raffaelli, il y a par exemple deux plateaux géants penchés, il y a des architectures derrière et autour, et l'on peut poser les yeux sur un enfant qui dort dans les bras de sa mère, sur un chat qui passe, tout ce que l'on veut, cela est du spectacle, un théâtre qui ne contrarie pas non plus l'écoute et la vision de la musique, mais encore une fois, au contraire, la renforce, car l'œil et l'oreille sont marqués, l'œil assiste l'oreille dans sa perception de la musique, et il se fait un jeu naturel, spontané, dans l'esprit, entre les images invisibles que déterminent les sons et les images réelles que donne l'œil (les plateaux, l'enfant), les images réelles baignant dans un irréel, recouvertes par les images invisibles plus réelles, où la musique s'est tout cela, ce théâtre vivant, délicat, méditatif, l'un des plus beaux théâtres.

Simagrèmes bien pauvres en comparaison que les pantomimes appliquées, autoritairement, de l'interprétation à l'œuvre de Michel Raffaelli, pantomimes de diversion par l'absurde, pantomimes superlatives, importunes, comme venues d'un autre spectacle, et qui pourtant soulignent grossièrement les intentions de la musique, qui n'ont pas au moins l'innocence, la grâce, du chat qui traverse l'orchestre. Pantomimes qui peuvent être d'ailleurs, quelque fois, utiles, étaient vues seules, ailleurs, mais qui là ne disent rien, sinon un affaîrement, une prétention, un manque de modestie, et même de présence d'esprit.

Il faut ne pas trop vouloir. Le « théâtre musical » veut en mettre plein la vue, plein l'oreille. C'est trop. Une simple hirondelle, avec ses danses à angles aigus et ses cris criant à la gloire, à côté de l'hirondelle, le théâtre musical est un gros papillon. Un malin le théâtre musical tel qu'il survit à Avignon. Car lorsque Marguerite Duras, dans son film *Les Mots n'ont rien à voir*, elle les notes d'un violoncelle et des images simples comme bonjour, des maisons on de trottoirs, elle fait du théâtre musical, lorsque Bob Wilson, avec sa gale, et elle une bougie et la carrosse lointain du vent, il fait du théâtre musical, mais Duras et Wilson ont le sens des mesures, ils savent que le moins peut le plus.

MICHEL CONNOT.

Cinéma

« Le Trésor de la montagne sacrée » de Kevin Connor

Il y a cinquante-cinq ans, le *Volant de Bagdad* enthousiasmait les foules. On y voyait Douglas Fairbanks partir à la recherche d'un coffre magique, terrasser des dragons et des chateaux monstrueux, puis emporter dans les airs, sur un tapis volant, la Schéhérazade de ses rêves.

En tournant le *Trésor de la montagne sacrée*, le réalisateur anglais Kevin Connor est apparemment accablé de cette vieille histoire. Mais recourt au merveilleux, même reconstitution fastueuse d'un cité théorique, même tapis enchantés, même héros (un prince, cette fois, que poursuit de sa vindicte un sultan tyrannique) dissimulant sous des muscles d'acier un cœur de collégien. Pour incarner cet ardent jeune homme, Peter Cushing a même pris soin de faire la tête de Douglas Fairbanks. Manque hélas l'essentiel : la fraîcheur, la charisme naïf du conte oriental. Kevin Connor fabrique du spectacle avec une application de bon artisan. Mais il n'a guère d'imagination et transforme en désolantes platitudes les prodiges des Mille et Une Nuits. Prodages qui

JEAN DE BARONCELLI.

l'acteur italien Ettore Manni est mort accidentellement le vendredi 27 juillet à Rome. Il était âgé de cinquante-deux ans.

C'est en manipulant un pistolet du type Magnum-357 que le comédien s'est tiré une balle qui, atteignant l'aine, a provoqué une hémorragie interne. Ettore Manni collectionnait les armes anciennes et modernes et les polices d'Europe s'efforçaient de le faire disparaître.

Ces derniers temps, Ettore Manni participait au tournage du film de Federico Fellini « La Cité des femmes », où il était chargé d'un rôle important.

C'est entre 1955 et 1968 qu'Ettore Manni s'est fait connaître : après « Pauvre et Riche », il a joué dans une cinquantaine de films.

Le Centre régional permanent de formation à la pédagogie musicale active, créé en janvier 1977 au Conservatoire national de région de Douai, accueillera à partir d'octobre des enseignants ou futurs ensei-

Formes

Du Nigéria au Pérou

Le pôle d'attraction des manifestations d'art se déplace, c'est la saison qui le veut. Les dernières galeries parisiennes qui ont encore reçu, bon ce mois de juillet, ferment leurs portes. Aux soirées reçues, bien entendu, la ressource inépuisable des musées et leurs expositions temporaires. Les séminaires artistiques ont de se plier, à qui, par exemple, le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris propose, sous sa propre bannière, et par les soins de l'A.R.C. des œuvres, des ensembles d'œuvres sur lesquelles on aura l'occasion de revenir, ne seraient-ce que pour se réjouir de la vitalité, passée ou présente, des rigueurs de l'abstraction. Marin Baré, Pierre Dorazio, Pierre-Alexandre Gallien, ces noms ne vous disent-ils rien ?

Mais, puisque c'est l'époque, ou la commune, de se dépayser, dépaysons-nous. Au lieu de la Méditerranée, ou de la mer, ou de l'Afrique noire et du Pérou. Les objets d'art aigres ou précolombiens ne manquent guère, après tout de nous. Si je reviens pourtant de préférence dans la mini-forteresse de Bernard à Ramatuelle, c'est en connaissance de cause et parce que j'ai bonne mémoire (1). Il a assésé des choses, cet antiquaire, que le bon peuple appelle sans cesse des pièces de musée, et il met son point d'honneur à en exhiber chaque année de nouvelles, pour beaucoup surprises.

Profane, je m'adresse à des profanes, en cherchant hors de toute prétention ethnologique à dire l'émotion purement esthétique suscitée par ces « œuvres d'homme bérécète de plumes ébauchées, nigérianes comme la plupart des objets présents, une œuvre d'homme, au regard lucide, tellement expressive, un masque sans doute (il ne me paraît pas), ce peuplier de bois aux plaques peintes en différents couleurs au centre d'un visage d'homme, un visage rudimentaire à la Klee, ou ce vêtement de cérémonie fait de tresses de cheveux crépus, à la tête garnie de poèmes, au visage fermé de coquillages.

Je n'évoque que les plus spectaculaires. Et l'on trouvera plus loin un poteau Dogon dans la masse d'un sculpteur en relief un corps féminin. Cette sorte de silex se dresse dans une autre salle plus spécialement consacrée aux antiquités amérindiennes.

musées et poteries, dans et bijoux, avec une couronne de métal doré qui doit bien être vieille de deux mille ans et qui provient de Vicus, sur la côte nord du Pérou.

On n'a pas fini d'honorer Dauterive (sans jeu de mots) en cette année de centenaire. On en a longuement parlé (*Le Monde* du 21 juin 1979), on en reparlera encore, je suppose, dans ce journal, mais s'il est qu'on l'a honoré d'une œuvre d'art, c'est dans le prix, l'« Honneur » précisément, dont le premier est allé à l'artiste polynésien André François. Son graphisme et son humour, tout particulièrement viciés par cette distinction, se passent de commentaires. Ses dessins, ses affiches, ses illustrations de livres (il s'agit pour le moment des poèmes de Queneau) sont suffisamment connus. Signale-le pendant qu'il est encore temps puisque l'exposition de l'« Honneur 79 » prend fin avec celle de ce mois.

A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que l'exposition de l'« Honneur 79 » se prolonge jusqu'au 31 août. Puis il nous faudra attendre un événement largement attendu pour voir rassemblés au pavillon de Flore les œuvres que possède le Louvre — sans compter ce que nous observent les galeries dévouées de merveilleux. En attendant, rappelons également que les trois cents lithographies de l'œuvre de *Maîtres de la Renaissance* (il s'y trouve aussi, en épreuve cartonnée), choisies par le musée de Saint-Denis parmi les trois mille que lui a léguées Louis Provost, sont visibles jusqu'au 9 septembre. Tous les thèmes traités par le héros carolingien (et arabe complexe) y sont largement représentés : l'actualité politique, les moyens conjugués, les bougeons des arts, la campagne, les femmes, les enfants, les animaux, les bagaudes, la pêche et la chasse, les armoiries, etc., et naturellement la religion nouvelle : l'argente, et les éternels (hélas !) gens de justice. Dernier vieillir bien, ou plutôt il ne vieillit pas.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Ramatuelle (83).
- (2) Muséum national d'histoire naturelle, 45, rue des Mathurins.
- (3) Musée municipal d'art et d'histoire, 6, place de la Légion d'Honneur, 88 Saint-Denis.

1000

LA SEMAINE FINANCIÈRE

MARCHÉ MONÉTAIRE

La hausse des taux a repris

L'annonce de stabilisation qui avait été enregistrée la semaine dernière sur le marché monétaire de Paris a fait long feu, l'ascension du loyer de l'argent reprenant de plus belle avec une hausse moyenne de 1 % sur toutes les échéances, soit 10 3/8 contre 9 3/8 au jour, 10 5/8 à un mois, 10 3/4 à trois et six mois, retrouvant ainsi leur niveau de l'automne 1978, après le bref intermède de la période précédant immédiatement les élections législatives de mai 1978. Ce sont les pouvoirs publics, via la Banque de France, qui sont à l'origine de cette nouvelle flambée, maniant l'arme des taux pour défendre le franc, sous l'impulsion de M. Raymond Barre, et mettre en harmonie l'orientation et le taux d'intérêt.

Il est à noter que l'écart entre le court terme et le moyen terme est pratiquement disparu : on cote 10 3/4 à un an, 10 3/8 à trois mois, 10 3/8 à six mois (sur le marché hypothécaire). Les détenteurs de capitaux commencent donc à retrouver la situation de 1974, où il était plus avantageux de placer ses fonds à court terme en attendant que les rémunérations à long terme se relèvent. Actuellement, ces dernières plafonnent sur le marché des obligations à 11,25 % environ pour la première catégorie et 11,56 % pour la seconde, dans un marché très faible, où les vendeurs éventuels n'arrivent pas à conclure.

Formidables émissions à taux variable lancées par Indosuez pour Bati Investissement et Locafrance, qui se sont entendues « comme des petits pains », n'est prévu dans l'immédiat : pour les spécialistes, la « rentrée » s'effectuera en septembre, mais à quel niveau ? Le fait est de savoir si le mouvement de hausse se poursuivra : pourquoi pas 11 % à court terme ou même plus ? Après tout, le taux d'escompte en Grande-Bretagne a bien été porté à 14 % en dépit d'une livre en

pleine ascension. En fait de taux d'escompte, celui de la Banque de France est resté fixé à 9,5 %, en dépit de rumeurs sur un relèvement proche. A ce niveau, il se situe désormais au bas de la pyramide des taux et son ancrage comme le veut la doctrine énoncée dans le rapport Wormser - Marjolin - Sadrin (W.M.S.). Mais les autorités monétaires ne sont pas liées à cette doctrine, et relèver le taux serait officialiser dans le temps une hausse peut-être temporaire. Pour l'instant, tout le monde reste « liquide », attendant que la situation se dénoue.

Conséquence logique de l'escalade du taux sur le marché monétaire, les banques françaises ont relevé pour la troisième fois en deux jours l'ensemble des crédits, le portant à 9,75 % (+ 0,30 %), après l'avoir fait passer successivement de 8,80 % à 9,15 % le 6 juin 1979, et à 9,45 % au début de juillet. Pour respecter un scénario désormais au point, et destiné à satisfaire les desiderata de M. Monory, ministre de l'économie, qui voit dans la concentration des banques en matière de taux une « entente illicite », l'augmentation s'est faite en ordre dispersé, cette fois comme la précédente. Mais en deux jours, l'ensemble des établissements se retrouvent au même niveau de 9,75 %, ce qui limite les ambitions de M. Monory en ce domaine. Ce sera pour plus tard.

A l'étranger, la Banque du Japon a porté de 4,25 % à 5,25 % son taux d'escompte, pour lutter contre l'inflation en remboursant le coût du crédit. Aux Etats-Unis, après la majoration de 0,50 % du taux d'escompte des Réserve fédérale, qui a battu ses records historiques à 10 %, la Citibank a relevé de 11,75 % le taux de son crédit à base : ce niveau avait déjà été atteint fin décembre 1978 puis début mai 1979.

FRANÇOIS RENARD.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Avance

Pour la première fois depuis trois semaines, le marché de New-York a sensiblement progressé cette semaine, l'indice des Industriels enregistrant vendredi en clôture une hausse de 11,88 points à 538,76.

Les nouvelles n'ont cependant pas manqué : relèvement d'un demi-point du taux d'escompte le 20 juillet au soir ; hausse de 1 % en juin des prix de détail, ce qui porte à 13,2 % le taux annuel de l'inflation depuis le début de l'année ; relèvement le même mois de l'expansion économique ; chute du dollar. Bref, les opérateurs ont toutes les bonnes raisons de se montrer pessimistes et de procéder à des dégagements.

La nomination de M. Paul Volcker, ancien sous-secrétaire d'Etat au Trésor, de l'ex-président Nixon, à la tête de la Réserve fédérale, les a toutefois rassurés, ce dernier étant particulièrement apprécié des milieux financiers après desquels il passe pour être l'homme de la situation. Un « Monsieur anti-inflation » en quelque sorte.

De ce fait, le marché, qui s'était redressé mardi pour des causes essen-

Cours	26 juil.	27 juil.
Alcoa	51 3/4	51 3/4
A.T.T.	57 1/4	57 1/4
Boeing	39 3/4	42 1/2
Chase Man. Bank	39 1/2	41 1/2
Du P. de Wagon	39 5/8	40 7/8
Eastman Kodak	53 1/4	53 1/4
Exxon	41 1/2	41 1/2
General Electric	50 1/4	51 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	16 1/2	17 1/2
Goodyear	59 3/4	60 1/2
I.R.T.	23 1/2	24
Johnson & Johnson	38	38 5/8
McDonald	78 1/2	77 1/2
Philips	27 1/2	28 1/4
U.S. Steel	24 1/2	25 1/2
Westinghouse	22 1/4	22 1/2
Xerox Corp.	69	63 1/4

TOKYO

Progrès

De tous les marchés étrangers, celui de Tokyo a été le seul avec Paris à faire preuve d'un certain optimisme. Exception faite de la journée de jeudi, marquée par un repli sensible des cours, toutes les autres séances de la semaine se sont déroulées dans un climat assez serein pour s'achever chaque fois sur une légère hausse.

Les grands investisseurs, si est vrai, ont joué un rôle de premier plan en procédant à des achats de soutien assez actifs.

Les transactions ont porté sur 1170 millions de titres contre 1094 millions.

Indices du 27 juillet : Nikkei Dow Jones, 5594,65 (contre 5589,50) ; indice général, 443 (contre 433,63).

Cours	26 juil.	27 juil.
Canon	520	525
Fuji Bank	320	330
Honda Motors	522	530
Mitsubishi Electric	625	630
Mitsubishi Heavy	127	130
Sony Corp.	1230	1240
Toyota Motors	840	860

FRANCFORT

Stable

Déprimé par la baisse du dollar, le marché s'est d'abord sensiblement replié en début de semaine. Il n'a finalement dû son salut qu'à des achats effectués par les investisseurs étrangers, qui lui ont permis de retrouver ses niveaux du vendredi précédent.

Indices de la Commerzbank du 27 juillet : 733,9 (contre 733,20) ; 20 juil. 733,20 ; 27 juil. 733,9.

Cours	26 juil.	27 juil.
A.B.F.	45,50	45,50
Bayer	129,50	129,50
Commerzbank	129,50	129,50
Hoechst	129,50	129,50
Marshall	129,50	129,50
Siemens	281	289,50
Volkswagen	213,50	213,50

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 23 AU 27 JUILLET

Comme si de rien n'était...

Ni la nouvelle envolée de l'or, battant à nouveau ses records sur toutes les grandes places internationales (1307 dollars l'once à Londres, 44 400 francs le kilo à Paris), ni la tension des taux d'intérêt sur le marché monétaire, portée à plus de 10 %, soit plus haut niveau depuis 1973, ne sont arrivées cette semaine à impressionner vraiment la Bourse de Paris.

Apparemment fermées aux bruits de l'extérieur, celle-ci a repris imperturbablement son petit bonhomme de chemin, comme si de rien n'était, et à la veille du week-end son gain était supérieur à 1 % (5 % depuis le 6 juillet).

C'est à peine si la nouvelle flambée, dès lundi, du métal jaune fit lever le nez aux opérateurs, s'occupant beaucoup plus des réajustements de fin de mois (la liquidation générale avait lieu ce jour), que des péripéties de l'or. Stoppé par les quelques ventes bénéficiaires ou dégagements de précaution enregistrés ce jour-là, le mouvement de hausse, lent mais irrésistible, allait reprendre dès le lendemain, et se poursuivra au même rythme les jours suivants jusqu'à la pause du vendredi devenue désormais habituelle depuis un mois.

Paris serait-il plus optimiste ou plus confiant que les grandes places internationales ? Dans l'environnement actuel, son comportement a quand même vraiment de quoi dérouter. Mais faut-il s'en étonner ?

Vidée d'une partie de sa clientèle par la transmutation du mois d'août, la Bourse tourne un peu en rond et devient le fait bien de l'été, fatalité, devant les événements. La hausse de l'or ? Rien de surprenant avec la chute du dollar, vous répond-on dans les travées. Le renchérissement du loyer de l'argent ? Inéluctable quand il faut combattre l'inflation. La fondre tomberait sur le Palais qu'elle ne causerait pas, semble-t-il, le moindre émoi. Chacun s'occupe à expédier les affaires courantes, et Dieu sait si elles sont nombreuses en ces temps de chaleur et de vacances. Mais dans un contexte aussi peu favorable au négoce des valeurs mobilières, la moindre petite nouvelle suffit à enflammer les esprits et... à faire monter les cours. Une rumeur court-elle sur la découverte hypothétique de pétrole en mer d'Irlande, et voilà nos opérateurs en chasse et les valeurs intéressées en hausse subite, avec un certain nombre d'autres par effet d'entraînement. Qu'importe si l'information est démentie le lendemain, personne n'y songe déjà plus pour s'intéresser à d'autres sujets.

Quelques opérations effectuées pour le compte de spéculateurs britanniques sont-elles signalées, que nos acheteurs leurs emboîtent immédiatement le pas.

Bien plus, quand la nouvelle fut confirmée que les participants surveillaient presque tout le poids du déficit de la Sécurité sociale et non pas les entreprises, un grand « ouf » de soulagement s'échappa du tréfonds de la corbeille. Cela aussi est un motif de hausse, même s'il apparaît aussi ténu que la satisfaction procurée par le ralentissement relatif de la montée des prix en juin, alors que tout le monde s'accorde à dire ou à penser que le phénomène est passager. Mais, décidément, à la corbeille, l'on se contente de peu.

En outre, ne l'oublions pas, le marché a aussi bénéficié du soutien des organismes de placement collectif, toujours vigilants. Même timides, leurs achats l'ont aidé à reprendre marit sa laborieuse ascension.

An-dé-là de ces diverses constatations, il en est une autre dont il n'est pas facile de faire abstraction. Si l'on en croit certains professionnels, quelque chose se serait en train de changer sous les colonnes du palais Brongniart. Selon eux, la Bourse retrouverait peu à peu sa vocation première, oubliée depuis de nombreuses années, qui consiste à servir de rempart contre l'inflation en utilisant le vieux système de la fuite en avant. Cette opinion vaut ce qu'elle vaut. Mais en se vérifiant, elle serait symptomatique d'un nouvel état d'esprit.

ANDRÉ DESSOT.

MATIÈRES PREMIÈRES

Repli de l'étain, du zinc et du café

METALLS. — Reprise des cours du zinc et de l'étain, mais le plomb a perdu. Les cours du zinc ont repris de 100 dollars à 105 dollars, le plomb de 100 dollars à 95 dollars, et l'étain de 100 dollars à 105 dollars. Le café a perdu de 100 dollars à 95 dollars.

VIETNAM. — Reprise des cours du riz et du maïs, mais le blé a perdu. Les cours du riz ont repris de 100 dollars à 105 dollars, le maïs de 100 dollars à 105 dollars, et le blé de 100 dollars à 95 dollars.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 27 juillet 1979

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METALLS. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 212,50 (211) ; trois mois, 213,50 (212) ; étain comptant, 9 430 (9 400) ; trois mois, 9 450 (9 400) ; plomb, 515 (510) ; zinc, 208,25 (207) ; argent (en pence par once troy), 410,7 (410).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 34,50 (34,50) ; aluminium (ingots), 1,637 (1,645) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 92,17 (92,50) ; maïs (par balle de 56 lbs), 275-280 (280-310).

— Pennang (en dollars par tonne) : caoutchouc (premier terme), 1,901 (1,901) ; trois mois, 1,901 (1,901).

— New-York (en cents par livre) : coton, 63,50 (63,50) ; déca, 65,25 (65,10).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (péagine à sec), 60,1 (60,1) ; jute (en dollars par tonne), Pakistan white grade G, 10,1 (10,1).

— Londres (en francs par kilo) : laine (juillet), 34,85 (34,85).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant, 37,30-39 (36,75-39,75).

— Pennang (en cents des Détroits par kilo) : 297,25-297,50 (297-297,50).

DEPRESS. — New-York (en cents

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Meilleure tenue du dollar

Encore une semaine agitée sur les marchés des changes, où le DOLLAR, initialement déprimé, s'est quelque peu raffermi à l'annonce de la désignation de M. Paul Volcker comme président du conseil de la Réserve fédérale des Etats-Unis (« Fed »). Le LI-RE STERLING, de son côté, a poursuivi son ascension, retrouvant contre dollar son niveau de 1972. Quant au FRANC FRANÇAIS, il a été légèrement revalorisé à l'égard du DEUTSCHE MARK, grâce au renchérissement rapide du loyer de l'argent sur la place de Paris.

La semaine avait pourtant mal commencé pour le DOLLAR, qui réagissait assez mal au relèvement de 0,50 % du taux de l'escompte américain, jugé « insuffisant » par les milieux financiers et internationaux. Mais le choix par la Maison Blanche, de M. Paul Volcker comme président de la « Fed » en remplacement de

la menace d'une nouvelle réunion de cet organisme en septembre a la chute du dollar se poursuivait.

L'ascension irrésistible de la livre sterling s'est poursuivie, favorisée par la mainlevée à 14 % du taux d'escompte britannique, qui attire comme un aimant les capitaux internationaux, notamment ceux des pétroliers arabes ; où peut-on trouver de par le monde, des placements aussi rémunérateurs dans une monnaie qui monte ? Sans doute des voix commencent-elles à s'élever outre-Manche pour préconiser une réduction du cours de la livre, « artificiellement élevée », au niveau « plus réaliste » d'environ 2 dollars par livre, c'est-à-dire l'opinion de lord Shawcross, ancien ministre travailliste devenu conservateur, et président de London and Continental Bankers, le plus important organisme européen de crédit agricole et minier. Pour lui, l'airrait

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Franc belge	Livre
Londres	—	2,3190	9,8267	3,8890	4,2194	67,5822	4,6356	1294,04
New-York	2,3190	—	22,5995	68,8328	54,9601	3,4340	59,8550	6,1226
Paris	—	2,3200	9,8267	3,8890	4,2194	67,5822	4,6356	1294,04
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Frankfurt	—	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—	—
Milano	—	—	—	—	—	—	—	—

Notes reproduites dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

M. William Miller, promu secrétaire au Trésor, était très bien accueilli par les milieux financiers. M. Volcker, homme de taille (1,90 mètre) et de poids (100 kg), a la réputation d'être conservateur, orthodoxe et pragmatique ; il est d'ailleurs attendu d'affirmer que la discipline monétaire s'imposait afin de rendre leur stabilité aux Etats-Unis. Partisan déclaré d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'inflation, il va probablement maintenir, ou même accentuer, le renchérissement des taux d'intérêt outre-Atlantique, ce qui n'est pas pour déplaire à l'étranger. Rappelons enfin que M. Volcker fut le véritable artisan des mesures prises par le président Nixon en août 1971 (sursis de 10 % sur les importations, suspension de la convertibilité du dollar en or) puis en décembre 1971 (première dévaluation du dollar), et en février et mars 1972 (deuxième dévaluation et mise en flottement du dollar).

Toujours est-il que le choix de M. Volcker, mis en crédit du président Carter, a rassuré, et que la monnaie américaine a terminé la semaine un peu au-dessus du niveau de la semaine précédente. Ajoutons que, selon M. Anthony Solomon, sous-secrétaire au Trésor, « une nouvelle crise du dollar au horizon de question, tout simplement parce que nous ne le permettrons pas. Si les circonstances l'exigent, nous n'hésiterons pas à agir vigileusement » (communiqué 1979). Cette affirmation préemptoire est sans doute en relation avec les propos tenus la semaine dernière par des personnalités de l'OFCE qui agitaient

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours	26 juil.	27 juil.
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490
Or fin (pallé au kilo)	4280	4490

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Termes	23 juillet	24 juillet	25 juillet	26 juillet	27 juillet
Compt.	103 069 516	114 822 808	116 910 957	120 246 132	134 971 298
R. et obl.	107 332 750	126 299 410	90 427 549	126 794 397	106 651 307
Actions	64 927 527	63 968 221	63 104 770	107 729 540	61 582 630
Total	275 329 793	305 090 439	270 443 276	354 770 069	303 205 235
INDICES QUOTIDIENS I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978					
Franc.	105,6	106,2	107,4	108,2	108,4
Etrang.	123,7	123,7	123,8	125	124,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1978)					
Tendance.	103,4	104	104,7	105,3	105
Ind. gén.	95,5	95,3	95,4	95,9	96

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. REES
— RÉGIONS : L'imposante décentralisation, par Tanquy Kenechide. Un peuple cher, ses racines, par Maurice Le Lannou. Desha de la France, par Gabriel Metzner.

3. EUROPE
— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : Les propos de M. Sauerbrunn sur des fondations de la fraction Armée rouge, est transféré dans une prison sans barreaux.

3. AFRIQUE
— TCHAD : le général Forest quitte le commandement des forces françaises.

4. PROCHE-ORIENT
— Les propos de M. Sauerbrunn sur des fondations de la fraction Armée rouge, est transféré dans une prison sans barreaux.

4. AMÉRIQUES
— VENEZUELA : le gouvernement démocrate-chrétien n'a pas encore défini clairement sa politique économique.

4. ASIE
— La Parti des forces nouvelles et la « nouvelle droite ».

6. SOCIÉTÉ
— L'université d'été de Marseille : la fin des vieilles querelles entre les homosexuels français.

— Le dossier de l'ancien militaire Paul Tourvier vu être confié à un juge d'instruction du tribunal de Paris.

— Pollution de pucerons à Paris.

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 7 A 12
— JARDINS : de l'origine de quelques légumes, par Jean Tallenagard.
— Lettre de M. de la Motte, par Philippe Desreumaux.
— La vie du langage, par Jacques Collard.
— RADIO-TELEVISION : deux sociologues à la rédaction d'Antenne 2, par M. de la Motte. Les importations de l'étranger.

13. SCIENCES
— A l'Agence spatiale européenne : accord de principe sur la signature de l'ensemble de la convention, et seulement six — principalement de Lorraine — avaient marqué leur hostilité au texte proposé. La section de Longwy, pour sa part, s'était abstenue de se présenter au conseil national C.F.O.T. de la sidérurgie du 23 juillet, qui avait finalement décidé de la position de la fédération.

13. MÉDECINE
— Une enquête de l'INSERM révèle l'importance de l'auto-médication chez les femmes enceintes.

14. SPORTS
— TENNIS : la coupe de Galles.

14. ÉDUCATION
— LETTRES : à « Apostrophes », M. Giscard d'Estaing tempère le schéma de la Marseillaise.

17-18. ÉCONOMIE
— L'Amérique en panne... (III), par Nicole Bernheim.

19. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (10 à 12)
Carnet (16) : Informations pratiques (16) : « Journal officiel » (14) : « Météorologie » (14) : Mots croisés (14).

WASHINGTON VOUDRAIT RÉUNIR UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE CAMBODGE

Les États-Unis souhaitent une solution politique au Cambodge, a déclaré M. Vance, jeudi 26 juillet. Le secrétaire d'État américain a déclaré devant une commission du Sénat : « Sans une solution politique, le Cambodge continuera à Washington, précise l'A.P.P., est en faveur d'une conférence internationale sur le Cambodge, mais n'abandonne pas son plus haut degré d'attention au Conseil de sécurité des Nations unies sur l'ensemble de la situation indochinoise (le Monde du 22-23 juillet). Les États-Unis entendent toutefois sonder l'opinion de leurs alliés européens et des pays du Sud-Est asiatique sur l'opportunité d'un tel débat avant de demander la convocation du Conseil.

Il est possible, étant donné les résultats de la conférence de Genève sur les réfugiés, que Washington renonce à ce projet si Hanoi tient

Le numéro du « Monde » daté 28 juillet 1979 a été tiré à 539 514 exemplaires.

A B C D E F G

Le président d'Usinor a présenté le nouveau schéma industriel du bassin sidérurgique de Longwy

M. Claude Stéhégaray, président-directeur général d'Usinor, a présenté vendredi 27 juillet aux organisations syndicales le schéma du bassin sidérurgique de Longwy, avec le rachat par son groupe, qui doit intervenir prochainement, de l'usine Rebon à la société belge Cockerill. Les activités sidérurgiques s'articuleront autour de trois axes : — La production de fonte, avec le maintien de deux hauts fourneaux sur trois à Usinor-Longwy, ainsi qu'à Rebon, et celui des installations d'agglomération existantes ; — La production d'acier, avec la construction d'un deuxième

trimestre 1981 d'un troisième convertisseur (s'ajoutant aux deux existants déjà), d'une coulée continue, qui portera la capacité de production de l'acier Rebon à 1 800 000 tonnes-annuelles, ainsi que d'installations de métallurgie en poche. L'ensemble de ces travaux représente un investissement de 200 millions de francs ; — Le laminage, avec les trains dégrossisseurs et finisseurs d'Usinor-Longwy et Rebon, alimentés en lingots provenant de Rebon, de Neuves-Maisons et de Dun-sur-Meuse (pour le complément), au prix de 70 millions de francs d'investissements financés par des prêts de la CCEA et de la Banque européenne d'investissement.

M. Stéhégaray a, en outre, indiqué que cette restructuration permettra de porter la production aux environs de cinq heures la tonne d'acier brut, ce qui la rendra très compétitive.

Sur le plan social, il a ajouté, compte tenu des départs volontaires enregistrés (978 à Usinor-Longwy et 201 à Chiers-Longwy), l'ensemble des mesures de prévoyance prévues par la convention de protection sociale signée le 24 juillet 1979 « compense la totalité des suppressions d'emplois » : ainsi, en dehors de mutations internes entre les établissements du bassin de Longwy (Chiers, Rebon, Usinor), il ne sera pas fait appel aux mesures envisagées précédemment (civilité de formation, Usinor-Service, mutations en dehors du bassin).

POLITIQUE DANS L'ENTREPRISE OU EXPRESSION D'UN PARTI ?

Mme Colette Makook, employée des laboratoires Roussel Uclaf, à Romainville (Seine-Saint-Denis) et conseillère municipale communiste à Noisy-le-Sec, a été surprise, le 30 juillet, par la direction de l'entreprise, d'être convoquée dans un bureau. Cela lui a valu une sanction de mise à pied pour une journée, quelle n'a pas respectée. De ce fait, la procédure de licenciement, que vient d'engager la direction, pour motif « d'insubordination ».

Le 25 juillet, avant même que l'intéressée soit officiellement informée de cette sanction, une délégation composée notamment d'élus communistes locaux et de venus protester aux portes de l'entreprise sans être reçue. D'autres élus P.C.F. ont ensuite demandé à être reçus par le premier directeur, car, estimant que cette affaire « est une grave atteinte à la liberté et aux droits de l'homme ».

Pour la direction de l'entreprise, c'est aussi à un moment de principe, « la politique dans l'entreprise », déclare-t-elle, n'est pas interdite, mais plutôt l'expression d'un parti quel qu'il soit, et la procédure de licenciement sera poursuivie. — Corresp.

AVANT... ET APRÈS L'IMPLANTATION DE LA C.G.T.

Onze Maghrébins licenciés

Sur les deux cents salariés de la SOF-TRA-NET, qui assurent le ramassage des ordures ménagères, dans de nombreuses villes des Yvelines, des Hauts-de-Seine et de l'Essonne, quatre-vingts travailleurs sont regroupés à l'agence du siège, à Buc (Yvelines).

L'année dernière, la C.G.T. s'y implanta. Et, après une longue grève au mois de mars pour protester contre « la vie pénible et

dangerous que leur était imposée depuis plusieurs années », les éboueurs obtinrent que la durée du travail soit ramenée à quarante heures par semaine (contre quarante-huit ou cinquante auparavant), sur décision du tribunal de Versailles, mais cette décision n'est pas respectée.

Une nouvelle fois, le 21 mai, le travail s'arrêta après la mise à pied d'un délégué du personnel qui refuse de faire plus de quarante heures. Le jour même, onze mises à pied sont décidées et une procédure de licenciement est engagée. Les personnes menacées sont originaires du Maghreb et, parmi elles, il y a sept syndiqués C.G.T. trois délégués du personnel et le délégué syndical. « Nous avons été licenciés pour fait de grève », soutiennent les éboueurs.

« Ces salariés refusent de travailler. Aucun préavis de grève n'avait été déposé », répond la direction, qui souhaite que le ramassage des ordures soit assuré à un service public, bien que la loi du 27 juillet 1969 ne fasse pas état de ce secteur d'activité dans son champ d'application. Le tribunal des référés, puis la cour d'appel de Versailles ont débouté les plaintes licenciées. Leur avocat, M. Etienne Grumbach, a introduit un pourvoi en cassation. En septembre, le conseil des prud'hommes examinera l'affaire sur le fond. La décision donnera inévitablement lieu à un procès en appel, et il faudra attendre deux ans au moins pour que les onze éboueurs soient fixés sur leur sort.

Tous se trouvent actuellement au chômage. Tous étaient employés de la SOF-TRA-NET depuis dix ans au moins et, d'après la direction, ils donnaient parfaitement satisfaction jusqu'à l'arrivée de la C.G.T.

DAMIAN REGIS.

Alfa Romeo cherche un acquéreur

De notre correspondant

Rome. — Malgré un nom prestigieux et la vente de plus de deux cent mille véhicules par an, Alfa Romeo se porte mal. Elle aurait enregistré un déficit de 800 millions de francs en 1977, et de près de 700 millions en 1978. Son propriétaire (l'Etat italien, en l'occurrence, par l'intermédiaire du holding public IRI) n'entend pas combler les trous. Après plusieurs tentatives de collaboration avec des firmes automobiles étrangères, dont Volvo, il se serait résigné à la solution extrême : la vente pure et simple au meilleur acquéreur.

Interviewé par l'hebdomadaire *Panorama*, M. Pietro Sette, président de l'I.R.I., a affirmé que « l'éventualité d'une vente d'Alfa Romeo est naturellement conditionnée par les tractations avec la contrepartie ». Est-ce à dire qu'une négociation est en cours, et l'acheteur déjà trouvé ? M. Sette se contente d'évoquer « les principes fondamentaux du monde », y compris les Européens et les Italiens. Or, en Italie, seule Fiat... « Je ne l'exclus pas », dit M. Sette.

● Toyota, premier constructeur d'automobiles japonais, a officiellement démenti la nouvelle diffusée à Madrid selon laquelle elle aurait décidé d'installer une usine en Espagne (le Monde du 27 juillet).

Pas de libération des tarifs pour la réparation automobile

Les garagistes ne seront pas autorisés, le 1^{er} août prochain, à fixer eux-mêmes leurs tarifs pour les travaux de réparation effectués sur les véhicules et pour le remplacement de pièces (le Monde du 14 avril). M. René Monory, ministre de l'économie, qui leur avait promis la libération des prix à cette date, en raison de la vive concurrence existant dans ce secteur, est revenu sur sa décision.

Cette mesure libératoire, il est vrai, avait été subordonnée à l'adoption de dispositions législatives et réglementaires de bon sens, et garantissant pleinement l'information et la protection des usagers. C'est faute, semble-t-il, d'être parvenu à définir de tels garde-fous.

LES JOURNALISTES C.G.T. DÉNONCENT LES ATTEINTES A LA LIBERTÉ DE TRAVAIL EN U.R.S.S.

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Le Syndicat national des journalistes C.G.T. a annoncé, dans un communiqué du 27 juillet, qu'il a décidé d'intervenir auprès de l'Union des journalistes d'Union soviétique afin qu'il soit mis un terme à ce que certains pourraient assimiler à des tentatives d'intimidation, à propos de « griefs imputés à certains confrères en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et de leurs collègues de Moscou par les autorités soviétiques » (le Monde du 27 juillet).

Après avoir noté que « d'autres correspondants étrangers avaient également été l'objet de menaces », le syndicat poursuit : « Le retard apporté à détenir leur visa à d'autres journalistes français qui souhaitent exercer leur professionnelle de rendre compte normalement du déroulement des prochains Jeux olympiques. »

Après le versement d'une rançon

M. LELIÈVRE DEVAIT ÊTRE LIBÉRÉ LE 28 JUILLET

M. Michel Lelièvre, le fils de l'homme d'affaires enlevé le 21 juin dernier à son domicile de Maresché (Sarthe), a confirmé, dans la soirée du vendredi 27 juillet, que la rançon de 6 millions de francs exigée pour la libération de son père avait bien été versée dans la matinée du même jour (le Monde du 28 juillet).

La famille de M. Lelièvre paraît avoir usé d'un subterfuge afin d'égarer les policiers de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.) et d'éviter ainsi un nouvel échec après celui qui avait marqué la première tentative de remise de rançon (le Monde du 14 juillet). Le Mercedes 280 — conduite par un ami de la famille demeurant à Asnières (Hauts-de-Seine), que suivirent les enquêteurs de l'O.C.R.B. sur les routes de Seine-et-Marne — ne servait, en effet, qu'à une opération de diversion, tandis qu'un autre véhicule, au volant duquel avait pris place M. Michel Lelièvre, partait vers une destination inconnue qui serait éloignée de Paris de 300 kilomètres environ. Là, il a versé la rançon en coupures usagées de 500 francs, dont les numéros ont déjà été communiqués à tous les organismes bancaires.

Le fils de l'homme d'affaires a également laissé entendre, à son retour à Paris, que M. Henri Lelièvre serait libéré, au plus tard, samedi matin. En fin de matinée, toutefois, l'homme d'affaires n'avait encore reparu, ni au domicile parisien de son fils, dans le quinzième arrondissement, ni dans sa propre maison de Maresché.

La faillite du consortium belge Eurosysteme

BRUXELLES ENVOIE UN ÉMISSAIRE EN ARABIE SAOUDITE

Le ministre belge des affaires étrangères, M. Henri Simonet, a reçu vendredi 27 juillet le vice-gouverneur du premier groupe financier belge la Société générale. M. de la Motte, qui a été nommé dans la banqueroute du consortium Eurosysteme, chargé de construire des complexes hospitaliers en Arabie Saoudite (le Monde du 23 juillet).

Un communiqué publié, vendredi après-midi, par le ministre belge des affaires étrangères annonce qu'après l'entretien qu'a eu le ministre avec M. René Lamy, vice-gouverneur de la Société générale, « le gouvernement a décidé d'envoyer un représentant du ministère des affaires étrangères à Riyad pour communiquer aux autorités saoudiennes la volonté du gouvernement belge de voir le contrat mené à bonne fin ».

Eurosysteme, qui avait obtenu de très importants contrats en Arabie Saoudite pour la construction d'hôpitaux, est accusé d'avoir versé des commissions dont le montant n'a pu être encore révélé dans sa totalité.

3 000 HECTARES DE PINS ET DE GARRIGUE DÉTRUITS PRÈS DE MARSEILLE

Deux foyers d'incendie se sont déclarés, vendredi 27 juillet, à 16 h. 30, dans le département des Bouches-du-Rhône. L'un, à Calais, près d'Albi-en-Provence, a pu être circonscrit à 21 h. 15. Deux cents hectares de pins et de garrigue ont brûlé, quelques maisons menacées ont dû être provisoirement évacuées.

Dans le massif du Garlaban, près d'Aubagne, en revanche, le feu n'était toujours pas maîtrisé dans la matinée de samedi. Trois mille hectares de pins et de garrigue ont brûlé. Une vingtaine de maisons ont dû être évacuées, quelques blessés ont été hospitalisés. Les quelques mille pompiers de Marseille et cinq cents autres venus en renfort des Alpes-Maritimes, de l'Isère, du Rhône et du Var, ont été soutenus, samedi matin à partir de 8 heures, par avions Canadair. Selon le lieutenant-colonel Antoine Carriz, inspecteur départemental adjoint du service incendie des Bouches-du-Rhône, « il faut remonter à 1907 pour retrouver une pareille sécheresse ».

Les conditions météorologiques, ajoute-t-il, ne suffisent cependant pas à expliquer la persistance simultanée des deux foyers de Calais et d'Aubagne. « Nous avons le sentiment qu'il y a eu acte de malveillance ». Le préfet de police de Marseille a décidé l'ouverture d'une enquête.

Deux policiers ont été tués dans un attentat, ce samedi 28 juillet, à Bilbao. Selon les premières informations, les deux policiers ont été mitraillés par les occupants d'une voiture, qui a forcé un barrage routier.

pour visiter l'Europe laissez-vous conduire



EUROPABUS
100 circuits ou excursions couvrant plus de 100 000 kms dans 20 pays d'Europe.
Réseau touristique des chemins de fer

Renseignements : bureaux Euro-Panorama
Paris Gare Saint-Lazare
(entrée voie 27)
17 rue d'Amsterdam 75008 PARIS
tél. 293.35.67 et 270.56.00
ou dans les gares
des bureaux de tourisme SNCF
et les agences de voyages.

50 من الأمل